



REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU PLAN
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan **Comité de la Balance des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

AVANT-PROPOS

Le présent document retrace les statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Sénégal pour l'année 2017. La balance des paiements est un état statistique où sont résumées, sous une forme comptable et pour une période donnée, toutes les opérations d'une économie avec le reste du monde et plus précisément, toutes les transactions entre les résidents et les non-résidents d'une économie.

Les résidents d'un pays se définissent comme des entités institutionnelles ayant leur centre d'intérêt prédominant sur le territoire économique de ce pays, c'est-à-dire y possédant soit un domicile, soit un lieu de production ou des locaux à autre usage, où ils exercent leurs activités économiques. Ils se distinguent en administrations publiques centrales et locales, particuliers vivant dans le pays ou y séjournant depuis plus d'un an, entreprises installées dans le pays y compris les filiales et succursales d'entreprises étrangères. Les non-résidents ont en revanche leur pôle d'intérêt économique à l'étranger. Par convention, les représentations et personnels diplomatiques, les étudiants hors de leur pays, ainsi que les bases et troupes militaires en stationnement à l'étranger sont considérés comme résidents de leur pays d'origine et non de leur pays d'accueil.

La référence à une période donnée indique que la balance des paiements enregistre des flux et non des stocks. Les données sur les stocks sont recensées dans la position extérieure globale (PEG). Les flux ou transactions sont des échanges qui portent sur des biens, des services et des revenus (ressources réelles). Ils peuvent faire naître des créances ou des engagements financiers par rapport au reste du monde (opérations financières) ou être sans contrepartie (transferts courants et en capital).

Dans le présent document, la monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire.

SOMMAIRE	Page
Avant propos	
Liste des Sigles et Acronymes	ii
Liste des tableaux	iii
Liste des encadrés	iv
Liste des graphiques	٧
Evolution récente de la Balance des Paiements	vi
Balance des Paiements (Optique BCEAO)	vii
Balance des Paiements (Résumée)	viii
Position Extérieure Globale Nette	ix
Résumé	Х
INTRODUCTION	1
I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	5
I.1 – Balance commerciale	6
1-1-1 – Exportations de biens	7
1-1-2 – Importations de biens	12
I.2 - Balance des services	. 18
1-2-1 – Transports	18
1-2-2 – Voyages	18
1-2-3 – Autres services	19
I.3 - Compte de revenu primaire	19
I.4 - Compte de revenu secondaire	20
II - COMPTE DE CAPITAL	22
III - COMPTE FINANCIER	23
IV - CAPITAUX MONETAIRES	
IV.1 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	23
IV.2 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale	24
V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE	
CONCLUSION	
ANNEXES	27

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

AEN: Avoirs Extérieurs Nets

ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BRVM : Bourse Régionale des Valeurs Mobilières

CAF: Coût, assurance et fret

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

DCFE : Direction de la Coopération et des Financements Extérieurs

DGPPE: Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques

DTS: Droits de Tirages Spéciaux

FCFA: Franc de la Communauté Financière Africaine

FED: Fonds Européen de Développement

FMI: Fonds Monétaire International

FOB: Free on bord (valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport et d'assurance)

ICS: Industries Chimiques du Sénégal

MEFP: Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

PEG: Position Extérieure Globale

PIB: Produit Intérieur Brut

UEMOA: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.	Evolution du compte des transactions courantes	5
Tableau 2.	Compte de biens	7
Tableau 3.	Orientation géographique des exportations de marchandises générales	8
Tableau 4.	Exportations de marchandises générales par principaux produits	9
Tableau 5.	Exportations de marchandises générales ajustées	11
Tableau 6.	Orientation géographique des importations	13
Tableau 7.	Evolution des importations de marchandises générales	14
Tableau 8.	Evolution des importations de marchandises générales ajustées	16
Tableau 9.	Evolution des principaux soldes de la balance des services	18
Tableau 10.	Evolution des transports	18
Tableau 11.	Evolution du poste Voyages	18
Tableau 12.	Evolution des autres services	19
Tableau 13.	Evolution des soldes du compte de revenu primaire	19
Tableau 14.	Evolution des revenus secondaires	20
Tableau 15.	Evolution du compte de capital	22
Tableau 16.	Evolution du compte financier	23
Tableau 17.	Variation des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	23
Tableau 18.	Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale	24
Tableau 19.	Position Extérieure Globale par zone	25

LISTE DES ENCADRES

Encadré A :	Ajustement des données du Commerce	17
Encadré B :	Soutenabilité du compte courant	21

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.	Croissance dans le monde	1
Graphique 2.	Evolution des indices des prix des matières premières	3
Graphique 3.	Evolution du compte courant	5
Graphique 4.	Evolution de la balance commerciale	6
Graphique 5.	Orientation géographique des échanges de biens en 2016	6
Graphique 6.	Evolution des exportations de produits pétroliers	9
Graphique 7.	Evolution des exportations de produits arachidiers	10
Graphique 8.	Evolution des exportations de produits halieutiques	10
Graphique 9.	Exportations de produits chimiques	10
Graphique 10.	Evolution des exportations de ciment	12
Graphique 11.	Exportations d'or non monétaire	12
Graphique 12.	Importations de produits pétroliers	14
Graphique 13.	Importations de produits alimentaires	15
Graphique 14.	Importations de biens d'équipement	15
Graphique 15.	Evolution et utilisation des envois de fonds des migrants	20
Graphique 16.	Répartition des dons projets par bailleur et par secteur bénéficiaire	22
Graphique 17.	Evolution de la PEGN	25

Evolutions récentes de la balance des paiements (en milliards de FCFA)

	Poste	2012	2013	2014	2015	2016	2017
1	Compte des transactions courantes	-780,1	-765,5	-665,9	-558,7	-472,5	-887,2
1.A	Biens et services	-1 523,8	-1 526,9	-1 448,8	-1342,9	-1 237,5	-1 688,4
1.A.a	Biens	-1 468,9	-1 471,0	-1 383,2	-1274,4	-1 164,7	-1 569,0
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	-1 690,5	-1 660,8	-1 566,0	-1443,6	-1 382,1	-1 816,9
1.A.a.1.1	Dont réexportations	2,1	2,4	3,5	3,7	4,9	5,2
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	0,1	0,1	0,5	1,2	1,6	2,0
1.A.a.3	Or non monétaire	221,5	189,7	182,3	168	215,8	245,9
1.A.b	Services	-54,9	-55,9	-65,6	-68,5	-72,8	-119,4
1.A.b.3	Transport	-314,4	-321,6	-319,3	-340,6	-328,2	-390,4
1.A.b.3.0	dont Fret	-293,2	-295,9	-293,7	-301,6	-287,9	-345,7
1.A.b.4	Voyages	134,3	142,8	135,8	139	144,1	154,2
1.A.b.4.0	Autres services	125,2	123	117,9	133,1	111,3	116,8
1.B	Revenu primaire	-153,8	-159,5	-186,5	-231,5	-295,4	-341,0
1.B.1	Rémunération des salariés	47	51	51,2	54	55,8	59,2
1.B.2	Revenus des investissements	-206,7	-216,2	-242,6	-290,3	-356,1	-405,2
1.C	Revenu secondaire	897,5	920,9	969,4	1015,8	1 060,4	1 142,2
1.C.1	Administrations Publiques	75,8	42,5	83,6	52	31,2	45,3
1.C.1.4	Coopération internationale courante	50,4	12,6	36,3	26,9	27,0	38,5
1.C.2	Autres secteurs	821,8	878,4	885,9	963,8	1 029,2	1 096,9
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	644,9	688,5	754,2	824,2	887,7	950,9
2	Compte capital	202,8	181,5	216,1	202,7	214,8	223,6
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	37,5	-1,5	-5,2	-1,6	-2,7	-2,1
2.2	Transferts en capital	165,3	183	221,3	204,3	217,5	225,8
2.2.1	Administration Publique	158,5	175,8	213,2	196,2	208,4	217,0
2.2.2	Autres secteurs	6,8	7,3	8,1	8,1	9,0	8,8
3	Compte financier	-519,8	-551,8	-663,1	-511,9	-303,7	-775,9
3.1	Investissements directs	-112,4	-137,3	-185,5	-223,4	-147,3	-293,7
3.2	Investissements de portefeuille	-131,6	5,3	-257	-188,2	76,5	-524,7
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	-275,8	-419,8	-220,6	-100,2	-232,9	42,6
3.4.0.3	Administration Publique	-205,7	-204,8	-373,5	-153,3	-251,3	-324,3
3.4.0.4	Autres secteurs	-70	-215	152,9	53	18,4	366,9
4	Erreurs et omissions	4,1	5,6	4,7	4,6	3,5	4,3
5	Solde global	-53,5	-26,5	217,9	160,5	49,5	116,6
	Ecart d'évaluation	56,2	-100,1	49,9	115,4	0,7	8,9
6	Avoirs et engagements	-2,7	126,6	-267,8	-275,9	-50,2	-125,6
6,1	Banque centrale	-45,8	67,9	-163,6	-94,5	210,8	-51,0
	Autres institutions de dépôts	43,1	58,7	-104,2	-181,4	-261,0	-74,6

Balance des paiements (Optique BCEAO)(en milliards de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	4 295,5	5 182,6	-887,2
1.A	Biens et services	2 666,2	4 354,6	-1 688,4
1.A.a	Biens	1 907,9	3 476,8	-1 569,0
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	1 659,3	3 476,1	-1 816,9
1.A.a.1.1	Dont réexportations	5,2	0,0	5,2
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	2,0	0,0	2,0
1.A.a.3	Or non monétaire	246,6	0,7	245,9
1.A.b	Services	758,3	877,8	-119,4
1.A.b.3	Transport	79,4	469,8	-390,4
1.A.b.3.0	dont Fret	33,5	379,1	-345,7
1.A.b.4	Voyages	243,9	89,7	154,2
1.A.b.4.0	Autres services	435,0	318,3	116,8
1.B	Revenu primaire	194,4	535,4	-341,0
1.B.1	Rémunération des salariés	73,7	14,6	59,2
1.B.2	Revenus des investissements	115,4	520,6	-405,2
1.C	Revenu secondaire	1 434,9	292,7	1 142,2
1.C.1	Administrations Publiques	65,9	20,6	45,3
1.C.1.4	Coopération internationale courante	48,5	10,1	38,5
1.C.2	Autres secteurs	1 369,0	272,1	1 096,9
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	1 174,1	223,2	950,9
2	Compte capital	227,7	4,0	223,6
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	2,1	-2,1
2.2	Transferts en capital	227,7	1,9	225,8
2.2.1	Administration Publique	217,0	0,0	217,0
2.2.2	Autres secteurs	10,6	1,9	8,8
	Poste	Acquisitions nettes d'actifs	Accroissements nets de passifs	Accroissements nets de passifs
3	Compte financier	270,4	1 046,3	-775,9
3.1	Investissements directs	47,9	341,6	-293,7
3.2	Investissements de portefeuille	19,5	544,2	-524,7
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	203,1	160,5	42,6
3.4.0.3	Administration Publique	2,1	326,4	-324,3
3.4.0.4	Autres secteurs	128,4	-172,5	300,9
4	Erreurs et omissions	-4 161,8	-4 166,1	4,3
5	Solde global	90,8	-25,8	116,6
6	Réévaluation	2,5	11,4	-8,9
7	Avoirs et engagements	-88,3	37,2	-125,6
7.1	Banque centrale	-61,3	-10,3	-51,0
	Autres institutions de dépôts	-27,1	47,5	-74,6

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	4 295,5	5 182,6	-887,2
1.A	Biens et services	2 666,2	4 354,6	-1 688,4
1.A.a	Biens	1 907,9	3 476,8	-1 569,0
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	1 659,3	3 476,1	-1 816,9
1.A.a.1.1	Dont réexportations	5,2	0,0	5,2
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	2,0	0,0	2,0
1.A.a.3	Or non monétaire	246,6	0,7	245,9
1.A.b	Services	758,3	877,8	-119,4
1.A.b.3	Transport	79,4	469,8	-390,4
1.A.b.3.0	Dont fret	33,5	379,1	-345,7
1.A.b.4	Voyages	243,9	89,7	154,2
1.A.b.4.0	Autres services	435,0	318,3	116,8
1.B	Revenu primaire	194,4	535,4	-341,0
1.B.1	Rémunération des salariés	73,7	14,6	59,2
1.B.2	Revenus des investissements	115,4	520,6	-405,2
1.C	Revenu secondaire	1 434,9	292,7	1 142,2
1.C.1	Administrations Publiques	65,9	20,6	45,3
1.C.1.4	Coopération internationale courante	48,5	10,1	38,5
1.C.2	Autres secteurs	1 369,0	272,1	1 096,9
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	1 174,1	223,2	950,9
2	Compte capital	227,7	4,0	223,6
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	2,1	-2,1
2.2	Transferts en capital	227,7	1,9	225,8
2.2.1	Administration Publique	217,0	0,0	217,0
2.2.2	Autres secteurs	10,6	1,9	8,8
	Poste	Acquisitions nettes d'actifs	Accroissements nets de passifs	Solde
		361,3	1 020,5	-659,2
3	Compte financier	301,3		
	Investissements directs	47,9	<u> </u>	-293,7
3.1	·		341,6	
3.1 3.2	Investissements directs	47,9	341,6 536,1	-500,6
3.1 3.2 3.3	Investissements directs Investissements de portefeuille	47,9 35,5	341,6 536,1 0,0	-500,¢
3.1 3.2 3.3 3.4	Investissements directs Investissements de portefeuille Dérivés financiers	47,9 35,5 0,0	341,6 536,1 0,0 142,8	71,4

Position extérieure globale nette (en millions de FCFA)

	Poste	Année 2016	Autres flux	Année 2017
Α	Stock d'actifs financiers	3 484,4	7,1	3 851
1	Investissements directs	347,6	15,8	409
2	Investissements de portefeuille	846,3	-6,2	875
3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0
4	Autres Investissements	1 317,3	0,0	1 531
4.1	Autres titres de participation	0,0	0,0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	470,9	0,0	411
4.3	Prêts	176,3	0,0	326
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,6	0,0	0
4.5	Crédits commerciaux	648,7	0,0	695
4.6	Autres compte à payer/ à recevoir	20,8	0,0	98
5	Avoirs de réserve	973,1	-2,5	1 034
5.1	Or monétaire	0,0	0,0	0
5.2	Droits de tirages spéciaux	34,8	-1,0	13
5.3	Position de réserve au FMI	41,4	-1,5	20
5.4	Autres avoirs de réserve	897,0	0,0	1 000
В	Stock de passifs financiers	8 575,3	-11,7	9 552
1	Investissements directs	1 886,1		2 195
2	Investissements de portefeuille	1 543,4	-0,4	2 079
3	Dérivés financiers	0,0		0
4	Autres Investissements	5 145,7	-11,3	5 277
4.1	Autres titres de participation	0,0		0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	606,6		556
4.3	Prêts	3 469,7	-2,4	3 849
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0		0
4.5	Crédits commerciaux	633,1		297
4.6	Autres comptes à payer /à recevoir	306,8		452
4.7	Droits de tirages spéciaux	129,5	-8,9	120
С	Position extérieure globale nette (A)-(B)	-5 090,9	18,9	-5 701

RESUME

L'activité économique mondiale s'est consolidée, avec un taux d'accroissement de 3,7% en 2017 contre 3,2% en 2016, reflétant le regain de dynamisme dans les pays avancés, en particulier la Zone euro et aux Etats-Unis.

La croissance économique a été plus forte au niveau des économies émergentes et en développement (4,7% en 2017 contre 4,4% en 2016), en liaison avec l'accélération de l'activité en Chine, en Inde, au Brésil ainsi qu'en Russie.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique s'est améliorée de 1,3 point pour s'établir à 2,7%, contre 1,4% en 2016, en relation avec la reprise de l'activité au sein de la CEDEAO (+2,6% contre +0,4%), conduite par le redressement de l'économie nigériane (0,8% contre -1,6%).

Dans la zone UEMOA, la croissance est ressortie à 6,6% contre 6,3% en 2016, sous l'effet de la bonne tenue du secteur agricole, des industries extractives et des services.

Au niveau national, l'activité économique est restée dynamique avec une progression du PIB réel de 7,2% après 6,6% un an plus tôt, en relation avec les mesures prises par l'Etat pour améliorer l'environnement des affaires.

Pour sa part, la gestion budgétaire a été caractérisée par un repli du déficit budgétaire de 0,3 point de PIB à 3,0%. Au plan des prix, un redressement de l'inflation (1,3% contre 0,8%) est observé.

S'agissant des comptes extérieurs, le déficit du compte courant, rapporté au PIB, s'est aggravé de 3,0 points ressortant à 7,1% en 2017, comparativement à l'année 2016, en rapport avec la détérioration du solde de la balance des biens et services (-13,8% du PIB contre -11,0% en 2016). Le déficit commercial s'est détérioré sous l'effet d'une progression des importations (+21,2%) plus importante que celle des exportations (+12,0%). La hausse des importations s'explique notamment par la facture énergétique qui s'est alourdie avec la remontée des cours du pétrole, ainsi que par la demande de produits alimentaires, d'équipement et intermédiaires.

Le déficit du compte de revenu primaire s'est accentué (-2,8% du PIB contre -2,6%), en liaison avec les paiements de dividendes et d'intérêts au profit des investisseurs étrangers.

Les flux nets entrants du compte de revenu secondaire sont évalués à 1.142,2 Mds (+7,7%), tirés par les transferts nets des migrants. Pour sa part, l'excédent du compte de capital s'est renforcé de 4,1% à 223,6 Mds.

Le besoin de financement est ressorti à 663,5 Mds, après 257,7 Mds un an auparavant, couvert par des entrées nettes de capitaux, d'un montant global de 775,9 Mds, au titre des investissements de portefeuille, des investissements directs étrangers (IDE) et des autres investissements.

Au total, l'excédent du compte financier a permis de couvrir le déficit courant et d'améliorer les avoirs de réserve (au sens strict) à hauteur de 63,8 Mds.

Les actifs extérieurs nets du système monétaire se sont consolidés de 125,6 Mds en 2017 contre 50,2 Mds en 2016. Cet excédent s'est traduit par une amélioration de la position extérieure de la BCEAO (51,0 Mds) et des avoirs extérieurs nets des autres institutions de dépôts (74,6 Mds).

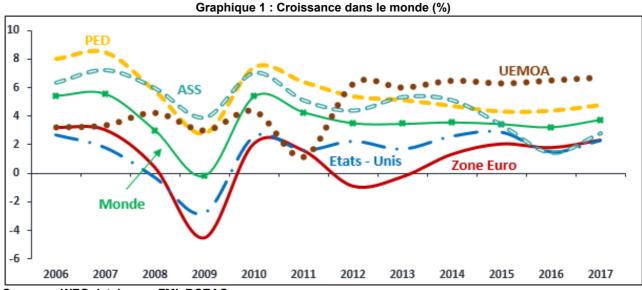
En relation avec les flux de la balance des paiements, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN) débitrice est ressortie à -5.701,0 Mds en 2017 (-46,5% du PIB) contre -5.090,9 Mds (-45,2%) en 2016, reflétant une augmentation des engagements nets vis-à-vis des non-résidents.

INTRODUCTION

L'économie mondiale a enregistré un taux de croissance de 3,7%, en 2017 après 3,2% en 2016, sous l'effet principalement du regain de confiance des consommateurs et des investisseurs. L'accélération de la croissance a été observée aussi bien dans les pays avancés, à l'instar des Etats-Unis, de la Zone euro et du Japon, que dans les pays émergents et en développement. Le dynamisme de l'activité économique s'est reflété sur le commerce mondial et la production industrielle.

Dans les pays avancés, la croissance économique a atteint 2,3% en 2017 contre 1,7% en 2016, en relation avec la bonne tenue de l'industrie manufacturière, dans un contexte de stabilité des taux de change. Aux Etats-Unis, la croissance du PIB réel (2,3% en 2017 contre 1,5% en 2016) a été tirée par les mesures de relance prises par les autorités américaines et l'investissement privé. Dans la Zone euro, la progression de l'activité économique (2,4% contre 1,8%) a été soutenue par les demandes intérieure et extérieure, à la faveur des conditions financières accommodantes. L'accélération de l'activité a été observée dans les pays leaders de la zone, en Allemagne (2.0% contre 1.9%) en France (1,6% contre 1,2%) et en Italie (1,5% contre 0,9%). Toutefois, la croissance économique au **Royaume-**Uni s'est contractée (1,7% contre 1,9%) en raison de la baisse du pouvoir d'achat consécutive à la dépréciation de la livre sterling dans un contexte d'incertitude liée au BREXIT. Au Japon, l'activité s'est accrue de 0,9% par rapport à 2016, en liaison avec l'accroissement de la demande mondiale et la mise en œuvre des réformes budgétaires.

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance s'est établie à 4,7% en 2017, après 4,4% en 2016, sous l'effet de l'amélioration de la demande intérieure et de la hausse des prix des matières premières, notamment le pétrole. L'accélération de la croissance a été notée en Chine (6,8% contre 6,7%), au Brésil (1,1% contre -3,5%) et en Russie (1,8% contre -0,2%). En revanche, un essoufflement de l'activité a été constaté en Inde (6,7% contre 7,1%).



Sources: WEO database - FMI, BCEAO

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est accrue de 1,3 point, passant de 1,4% en 2016 à 2,7% en 2017. Ce dynamisme refléte la reprise de l'activité au sein de la CEDEAO (2,6% contre 0,4%), en relation avec l'amélioration des conditions macroéconomiques au Nigeria (0,8% contre -1,6%) et dans la zone CEMAC (1,7% contre 0,3%), en raison de la remontée des prix du pétrole et des effets des politiques d'assainissement budgétaire. L'activité s'est également raffermie en Afrique du Sud (0,9% contre 0,3%) et dans les pays d'Afrique orientale et australe, où les effets de la sécheresse se sont atténués.

Au sein de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine** (UEMOA), la croissance du PIB réel est restée sur une bonne dynamique en s'établissant à 6,7% en 2017 contre 6,7% en 2016, en liaison avec la bonne tenue du secteur agricole, des industries extractives et des services. Du côté de la demande, la croissance demeure tirée par la poursuite de la mise en œuvre des programmes de développement des Etats de l'Union.

En ce qui concerne les prix, le taux d'inflation est passé de 0,8% à 1,7% dans les pays avancés et de 4,2% à 4,3% dans les pays émergents et en développement. Cette accélération reflète la remontée des cours des produits pétroliers et la hausse des prix des denrées alimentaires en rapport avec l'évolution de la demande mondiale.

Au regard du niveau de l'inflation (1,5% contre 0,2%) et de la reprise encore timide de l'activité économique dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu inchangés ses taux directeurs tout en diminuant les montants mensuels de ses rachats d'actifs, dans le cadre du programme de «Quantitative Easing». Le taux principal de refinancement de la BCE a été maintenu à zéro. Le taux de facilité de dépôt et celui du prêt marginal sont respectivement à -0,40% et 0,25%. Concernant les achats d'actifs, ils se sont établis à 60 Mds d'euros en 2017 contre 80 Mds d'euros en 2016.

La Federal Reserve (FED) a poursuivi le resserrement de sa politique monétaire durant l'année 2017. A cet égard, elle a augmenté de 25 points de base la fourchette de taux des fonds fédéraux pour l'établir entre 1,25% et 1,50%, entre juin et décembre 2017. Ce durcissement de la politique monétaire est à relever, en relation avec la confiance affichée par l'Institution quant à la reprise de l'activité économique aux Etats-Unis.

La Banque Centrale du Japon (BoJ) a poursuivi ses orientations accommodantes de la politique monétaire, en maintenant ses taux à long terme à des niveaux faibles. Elle a, en outre, laissé inchangés ses objectifs de rachat d'actifs et le taux de facilité de dépôt, respectivement à 80.000 Mds de yens par an et à -0.10%.

La baisse du pouvoir d'achat des ménages et de l'investissement privé ainsi que les incertitudes liées au Brexit n'ont pas affecté, durant les dix premiers mois de l'année 2017, la politique de la Banque d'Angleterre (BoE) qui a maintenu inchangé son taux directeur. Toutefois, au cours du dernier trimestre, elle a procédé au resserrement de sa politique monétaire, en relevant le taux d'intervention (0,25% contre 0,50%). La BoE a adopté cette nouvelle orientation pour la première fois depuis 10 ans, en raison de la hausse de l'inflation qui s'est établi à 3,2% en octobre 2017, soit un niveau supérieur à sa cible de 2,0%.

Dans les pays émergents, les banques centrales ont procédé à une réorientation de leurs politiques monétaires. En effet, la Banque Centrale de Chine (PBoC) a relevé sa fourchette de taux afin de soutenir la stabilité de la monnaie nationale et d'éviter des fuites de capitaux, à la suite du resserrement de la politique monétaire de la FED. Pour sa part, la Banque Centrale de la Russie a abaissé, au courant de l'année 2017, son taux directeur de 9,75% à 7,75%. En Inde, la Banque Centrale a réduit en août 2017, le taux directeur de 25 points de base à 6,0%, en vue d'encourager la hausse des prix vers son objectif de 4%. Au Brésil, le taux directeur de la Banque Centrale s'est replié en passant de 13,75% à 7,75% à fin 2017.

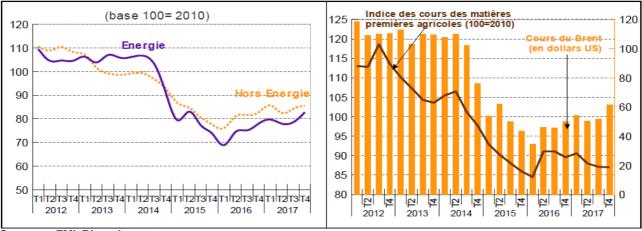
En Afrique subsaharienne, la Banque Centrale du Ghana a réduit de 500 points de base son principal taux directeur le portant à 20,0%, en vue d'endiguer les pressions inflationnistes et de soutenir la reprise de la croissance économique.

Au Nigeria, malgré la stabilité du taux directeur, la Banque Centrale (CBN) a mis en place une nouvelle stratégie d'intervention fondée sur l'augmentation du montant des injections de devises sur le marché des changes, afin d'éviter toute dépréciation de la monnaie nationale (naira) et de sécuriser les transactions en devises des acteurs économiques. S'agissant de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), elle a relevé de 50 points de base le taux d'intérêt des appels d'offres d'injection de liquidités. Enfin, en Afrique du Sud, la Banque Centrale (SARB) a diminué de 25 points de base à 6,75% son taux directeur, stable depuis 5 ans, afin de relancer l'activité économique et renforcer la demande intérieure.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité a été soutenue par la poursuite des investissements dans les infrastructures de base, la bonne tenue de la production agricole et l'essor des services. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Union a progressé de 6,7% en 2017, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2016. Le taux d'inflation est ressorti à 0,8% en 2017. Dans ce contexte, la politique monétaire de la Banque Centrale est demeurée accommodante, afin de soutenir les efforts de croissance économique des Etats membres. La BCEAO a ainsi maintenu son principal taux directeur, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité, à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013, dans un environnement de faible inflation.

Sur le **marché des changes**, l'euro s'est apprécié par rapport aux principales devises internationales en 2017, en raison de la vigueur de l'activité économique et de la maîtrise des risques politiques dans la Zone euro. Ainsi, l'euro s'est échangé à 1,129 dollar, soit une hausse de 2,0%. Cet accroissement s'est établi à 7,0%, 5,3% et 2,0%, respectivement face à la Livre sterling, au Yen japonais et au Franc suisse. En Afrique de l'ouest, le Franc CFA (XOF) s'est apprécié en 2017 face aux principales devises de la sous-région.

Les prix des matières premières se sont, dans l'ensemble, appréciés à l'exception de ceux du cacao et de l'huile de palmiste qui se sont repliés respectivement de 29,8% et 4,6%. Les hausses les plus importantes ont été enregistrées pour la noix de cajou (+19,8%), le caoutchouc (+18,9%), le pétrole brut (+15,4%), le café robusta (+14,7%) et le coton (+10,9%).



Graphique 2 : Evolution des indices des prix des matières premières

Sources: FMI, Bloomberg

Sur les marchés financiers, les activités des principales places boursières ont affiché un dynamisme en 2017. Toutefois, au sein de l'UEMOA, une tendance baissière a été notée à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), au regard de l'évolution des deux principaux indices, la capitalisation boursière et le volume total des échanges. En effet, les indices BRVM et BRVM10 se sont respectivement repliés de 16,8% et 16,1% à fin 2017 comparativement à l'année précédente. La capitalisation boursière a enregistré une baisse de 4,0% pour ressortir à 9.805,8 Mds de FCFA en 2017, en raison d'un effondrement de 11,0% de la composition des actions et du volume des échanges.

Au plan interne, l'activité économique a affiché un regain de dynamisme avec un taux de croissance qui a atteint 7,2% après 6,6% en 2016, à la faveur de la bonne tenue des investissements publics et des mesures prises par l'Etat pour améliorer l'environnement des affaires, dans un contexte de mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE).

Au niveau des prix, l'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation, est ressortie à 1,3% en variation annuelle, sous l'effet du renchérissement des prix des «produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (+3,7%), atténué par la contraction des prix des fonctions «logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» (-1,4%) et «communication» (-2,2%).

Le profil des finances publiques a été marqué par une amélioration de 0,3 point de pourcentage du déficit budgétaire rapporté au PIB, qui est passé de 3,3% en 2016 à 3,0% en 2017. Cette situation est le résultat d'une meilleure mobilisation des ressources budgétaires conjuguée à une politique de rationalisation des dépenses de fonctionnement.

S'agissant des comptes extérieurs, le déficit du compte courant, rapporté au PIB, s'est aggravé de 3,0 points à 7,1% en 2017, comparativement à l'année 2016, sous l'effet principalement de la détérioration du solde de la balance des biens et services (-13,8% du PIB contre -11,0% en 2016) et du compte de revenu primaire (-2,8% du PIB contre -2,6%). Pour sa part, l'excédent du compte de revenu secondaire s'est consolidé de 7,7% en ressortant à 1.142,2 Mds.

Le déficit commercial s'est détérioré sous l'effet d'une progression des importations (+21,2%) plus prononcée que celle que des exportations (+12,0%). La hausse des importations est liée notamment à celle de la facture énergétique, sous l'effet de la remontée des cours du pétrole, ainsi qu'au maintien de la dynamique de la demande de produits alimentaires, d'équipement et intermédiaires.

L'accroissement des exportations est à l'actif des principaux produits, notamment l'or non monétaire, les produits halieutiques, chimiques, pétroliers ainsi que les autres minerais (zircon et titane).

S'agissant du compte de capital, son excédent s'est renforcé de 4,1% à 223,6 Mds, en relation avec les dons-projets mobilisés. Ainsi, le besoin de financement est ressorti à 663,5 Mds, après 257,7 Mds un an auparavant. Ce besoin est couvert par des entrées nettes de capitaux, d'un montant de 775,9 Mds, au titre des investissements de portefeuille, des investissements directs étrangers (IDE) et des autres investissements.

Les transactions économiques et financières avec les non-résidents ont eu un impact globalement positif sur les avoirs extérieurs nets du système bancaire. Ainsi, le solde global de la balance des paiements affiche un excédent de 125,6 Mds en 2017, après 50,2 Mds en 2016.

En relation avec les flux de la balance des paiements, la Position Extérieure Globale Nette débitrice s'est aggravée de 12,0% en s'établissant à -5.701,0 Mds en 2017 (-46,5 du PIB) contre -5.090,9 Mds (-45,2%) en 2016.

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenu primaire et de revenu secondaire entre résidents et non-résidents. Après deux années consécutives d'amélioration, le solde déficitaire dudit compte s'est creusé en 2017, en s'établissant à -887,2 Mds, traduisant la détérioration de la balance commerciale, du compte de services et celui de revenu primaire.

Tableau 1: Evolution du compte des transactions courantes (en millions de FCFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017
Biens et Services	-1 448 823,1	-1 342 909,0	-1 237 450,7	-1 688 396,0
Biens	-1 383 245,6	-1 274 409,0	-1 164 691,5	-1 568 979,3
Services	-65 577,5	-68 500,0	-72 759,2	-119 416,7
Revenu primaire	-186 512,3	-231 520,4	-295 383,4	-340 962,7
Revenu secondaire	969 434,5	1 015 769,4	1 060 369,5	1 142 194,4
Solde du compte courant	-665 900,9	-558 660,0	-472 464,5	-887 164,2
PIB Nominal (en Mds F CFA)	9 775,0	10 508,9	11 251,7	12 462,1
Solde courant rapporté au PIB	-6,8%	-5,3%	-4,1%	-7,1%

Sources: BCEAO/ANSD/DPEE

Rapporté au PIB, le déficit du compte courant s'est élevé à -7,1% en 2017 contre -4,1% en 2016. Cette situation est liée au déficit de la balance commerciale et des services nets (-13,8% du PIB contre -11,0% du PIB) et du compte de revenu primaire (-2,8% contre -2,6%). En effet, le solde commercial s'est nettement détérioré (-1.569,0 Mds contre -1.164,7 Mds), résultat d'une hausse plus prononcée des importations (+21,2%) que celle des exportations (+12,0%). Pour sa part, la détérioration du compte du revenu primaire s'est accentuée (-340,9 Mds contre -295,4 Mds), en liaison avec les versements de dividendes aux investisseurs étrangers et les paiements d'intérêts sur la dette extérieure. Ces évolutions ont été partiellement atténuées par la consolidation de l'excédent du compte de revenu secondaire, évalué à 1.142,2 Mds, porté par la bonne tenue des envois de fonds des migrants.

1500 1000 500 920,9 1 015,8 1 060,4 897,6 969,4 1 142,2 0 - 472,5 -500 - 558,7 - 665,9 _ 780,1 - 765,5 - 887.2 -1 164,7 -1000 -1 274,4 -1 383,2 -1 468 9 -1 471,0 -1 569,0 -1500 -2000 -2500 2012 2013 2014 2015 2016 2017 ■ Biens ■ Services ■ Revenu primaire Revenu secondaire ▲ Déficit du compte courant

Graphique 3: Evolution du compte courant (en Mds)

Source: BCEAO

S'agissant du compte des services, il s'est dégradé de 46,7 Mds, en liaison notamment avec l'évolution haussière du coût du fret et les prestations de services spécialisés au profit des entreprises exerçant dans les secteurs des mines et du pétrole. Pour sa part, le solde du poste «voyages» s'est amélioré de 7,0% pour ressortir à 154,2 Mds.

I.1-BALANCE COMMERCIALE

Le solde du compte de biens de la balance commerciale s'est nettement dégradé en 2017, en liaison avec le redressement des cours et la progression de la demande des matières premières. Le taux de couverture des importations par les exportations a baissé de 4,5 points de pourcentage à 54,9%.

1 907.8 1 703.5 1 669.2 1 422.5 1 472,7 1 402.0 1 236.8 -1 183,6 -1 164,7 -1 274.4 -1 383,2 -1 468.9 -1 569,0 -1 471,0 -2 420,4 -2 870,9 -2 893,5 -2 856,0 -2 868,2 -2 943,6 -3 476,8 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 ■Exportations de biens Importations de biens Solde commercial

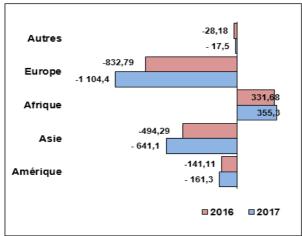
Graphique 4 : Evolution de la balance commerciale (en Mds)

Source: BCEAO

Les importations de biens¹ sont passées de 2.868,2 Mds en 2016 à 3.476,8 Mds en 2017, reflétant une hausse des factures alimentaire et énergétique ainsi que des acquisitions de biens intermédiaires et d'équipement.

Pour leur part, les exportations de marchandises ont augmenté de 12,0% en 2017 contre 2,1% en 2016. Le rythme de progression s'explique par les ventes extérieures d'or non monétaire, d'autres minerais (zircon et titan) et des produits pétroliers vers les pays de l'interland.

Graphique 5 : Orientation géographique des échanges (en Mds)



Source: BCEAO

La répartition géographique des échanges de biens avec l'extérieur fait ressortir que le Sénégal présente une balance commerciale excédentaire, vis-à-vis de pays partenaires du continent africain.

En revanche, le pays affiche une position déficitaire, par rapport aux pays partenaires commerciaux des continents européen (70,4%) et asiatique (40,9%).

L'analyse de la structure du commerce par zone reflète la part prépondérante des marchés européen et asiatique.

L'excédent commercial vis-à-vis du continent africain s'est consolidé (21,9%). A l'échelle de l'Union, il est impulsé par les expéditions de produits alimentaires, pétroliers, de ciment et de produits chimiques.

Au total, le déficit de la balance commerciale s'est établi à -1.569,0 Mds, soit 12,8% du PIB contre 10,4% en 2016, en dégradation de 2,4 points.

¹ Les données analysées prennent en compte les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des statistiques du commerce intra-UEMOA ainsi que les ajustements de couverture, de valeur et de chronologie des échanges de marchandises.

L'évolution de la balance commerciale du Sénégal s'est ressentie de la détérioration des termes de l'échange. En effet, les prix à l'importation ont augmenté (+6,3 %) tandis que ceux à l'exportation ont diminué (-0,9%), comparativement à 2016. Les termes de l'échange sont ressortis à 1,25² en 2017.

Tableau 2 : Compte de biens (en millions)

Rubriques	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales				
- Exportations	1 289 539,5	1 499 473,7	1 485 488,6	1 676 158,5
- Importations	2 855 561,4	2 943 099,6	2 867 544,6	3 476 118,8
Exportations nettes et négoce internationale	488,0	1 215,3	1 567,7	2 022,4
Or non monétaire				
- Exportations	182 713,6	168 483,5	216 426,3	246 566,8
- Importations	425,2	481,5	629,5	715,2
Total des exportations de biens	1 472 741,1	1 669 172,5	1 703 482,7	1 907 827,7
Total des importations de biens	2 855 987,1	2 943 581,5	2 868 174,2	3 476 834,0
Solde commercial	-1 383 246,0	-1 274 409,0	-1 164 691,5	-1 569 006,3
PIB nominal (en millions F CFA)	9 775,0	10 508,9	11 251,7	12 462,1
Exportations/PIB	15,0%	15,8%	14,9%	15,3%
Importations/PIB	29,1%	27,9%	25,1%	27,9%
Exportations/Importations	51,6%	56,7%	59,4%	54,9%

Sources : BCEAO/ANSD/DGPPE

I.1.1- Exportations de Biens

Evaluées à 1.907,8 Mds en 2017, les exportations de biens se sont inscrites en hausse de 204,2 Mds par rapport à l'année 2016, soit 12,0%. Cette évolution est liée à la bonne tenue des ventes extérieures d'or non monétaire ainsi que des expéditions de marchandises générales. En effet, les principales filières exportatrices (secteur de la pêche, de la chimie, des mines, etc.) sont restées dynamiques au cours de la période sous revue. Toutefois, les exportations de produits arachidiers et, dans une moindre mesure, celles de ciment se sont orientées à la baisse.

I.1.1.a. Orientation géographique des exportations

Les ventes extérieures du Sénégal sont destinées principalement au continent africain et sont évaluées à 815,6 Mds, soit 49,2% du total des exportations. Elles restent dominées par les produits à destination des pays de la CEDEAO (44,9% des parts) dont 34,9% dans la zone UEMOA, notamment le Mali (23,0% contre 19,5%) et la Côte d'Ivoire (5,2% contre 5,5%).

Les expéditions vers les pays de l'UEMOA sont constituées essentiellement de produits pétroliers, de ciment et, dans une moindre mesure, de produits alimentaires manufacturés. Les Etats de la CEDEAO non membres de l'UEMOA représentent 10,0% des parts de marché. Les principaux clients sont la Gambie (3,8% des parts) et la Guinée (3,7% des parts). Le Nigeria, premier fournisseur du Sénégal dans la CEDEAO s'adjuge 0,8% des parts de marché à l'exportation.

L'Europe est la deuxième destination des exportations sénégalaises. Elles se sont inscrites en hausse de 12,3% en 2017 pour s'établir à 454,0 Mds (27,4% des parts). Les livraisons sur le continent européen sont dominées par l'or non monétaire, les produits halieutiques et horticoles.

Les relations commerciales du Sénégal avec les pays asiatiques ont été caractérisées par un accroissement des échanges au cours des dernières années. En dépit d'un fléchissement des exportations en 2017, l'Asie représente 18,4% des ventes à l'étranger. Les expéditions (305,1 Mds) sont constituées principalement d'acide phosphorique, destiné à l'Inde, et de graines d'arachide, vers la Chine. La part des exportations vers le continent américain (72,6 Mds) s'est relativement améliorée et ressort à 4,4% des parts de marché.

Tableau 3 : Orientation géographique des exportations de marchandises générales (en millions de FCFA)

	2014		2015		2016		2017	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Exportations	1 289 539,5	100,0	1 499 473,7	100,0	1 485 488,6	100,0	1 659 238,5	100,0
Union Européenne	230 004,9	17,8	253 496,2	16,9	231 243,1	15,6	264 771,2	16,0
- dont France	63 927,7	5,0	59 313,4	4,0	43 600,4	2,9	44 752,0	2,7
Etats-Unis	21 747,4	1,7	38 223,4	2,5	36 528,0	2,5	52 954,1	3,2
Japon	3 164,7	0,2	3 956,4	0,3	4 193,9	0,3	3 215,5	0,2
Inde	30 028,0	2,3	82 870,9	5,5	122 259,6	8,2	87 345,9	5,3
Chine	19 865,8	1,5	70 997,0	4,7	74 753,1	5,0	77 728,9	4,7
Thailande	889,2	0,1	471,8	0,0	1 251,5	0,1	3 279,2	0,2
CEDEAO	539 607,6	41,8	591 065,9	39,4	641 910,0	43,2	744 488,7	44,9
UEMOA	424 446,5	32,9	461 614,1	30,8	486 209,0	32,7	578 864,0	34,9
Bénin	19 010,4	1,5	14 943,3	1,0	13 701,7	0,9	11 166,7	0,7
Burkina faso	33 618,0	2,6	27 073,6	1,8	32 970,1	2,2	34 663,4	2,1
Côte d'Ivoire	52 055,8	4,0	77 971,4	5,2	81 875,2	5,5	85 527,5	5,2
Guinée-Bissau	52 861,0	4,1	48 159,7	3,2	35 583,6	2,4	39 307,6	2,4
Mali	245 520,2	19,0	260 015,0	17,3	289 731,8	19,5	382 378,5	23,0
Niger	6 479,2	0,5	15 270,4	1,0	17 429,5	1,2	10 976,8	0,7
Togo	14 902,0	1,2	18 180,8	1,2	14 917,0	1,0	14 843,5	0,9
AUTRES Etats CEDEAO	115 161,1	8,9	129 451,7	8,6	155 700,9	10,5	165 624,7	10,0
Dont Nigeria	7 749,4	0,6	6 389,5	0,4	5 918,0	0,4	12 601,4	0,8
Gambie	46 044,4	3,6	53 303,2	3,6	50 409,1	3,4	62 813,0	3,8
R. Guinée	55 817,7	4,3	58 642,9	3,9	50 115,1	3,4	61 391,5	3,7
Mauritanie	36 048,8	2,8	31 240,6	2,1	45 625,7	3,1	44 940,9	2,7
Autres clients	408 183,1	31,7	427 151,5	28,5	327 723,7	22,1	380 514,0	22,9
Continent américain	31 396,1	2,4	46 437,6	3,1	46 575,4	3,1	72 575,3	4,4
Continent asiatique	194 945,0	15,1	291 963,1	19,5	306 189,5	20,6	305 142,1	18,4
Continent africain	651 739,2	50,5	745 707,5	49,7	715 524,5	48,2	815 642,9	49,2
Continent européen	369 768,7	28,7	398 933,4	26,6	404 227,5	27,2	453 983,9	27,4
Autres	41 690,5	3,2	16 432,0	1,1	12 971,7	0,9	11 894,2	0,7

Sources: BCEAO/ANSD/DGPPE

I.1.1.b. Evolution des exportations de marchandises générales par groupe de produits

Après une légère baisse en 2016, les exportations de marchandises générales se sont inscrites en hausse en 2017, passant de 1.485,5 Mds à 1.659,2 Mds, en relation avec les expéditions d'engrais (85,8%), de produits pétroliers (50,6%), de minerais lourds (zircon, titane, etc.) (40,9%), de produits manufacturés (24,2%), de produits horticoles (22,7%), de produits halieutiques (8,5%) ainsi que d'autres produits d'exportation (11,0%). Les exportations de produits manufacturés sont tirées, pour l'essentiel, par les préparations alimentaires (+16,2%), notamment les bouillons (Cf tableau 4).

Tableau 4 : Exportations de marchandises générales par principaux produits (en millions de FCFA)

Produits	2013	2014	2015	2016	2017
Sel marin	9 192,2	8 378,7	11 602,3	10 957,0	8 682,0
Minerais lourds (Zircon, Titane, etc.)	259,2	9 918,1	55 069,6	58 524,7	82 469,7
Produits pétroliers	217 316,4	227 473,6	211 954,9	161 364,0	242 944,5
Produits arachidiers	33 546,0	29 207,9	85 545,2	75 546,8	65 418,5
Phosphates	9 134,8	17 940,7	34 034,9	18 587,4	18 447,4
Coton	11 622,9	11 257,9	9 074,4	8 598,3	6 523,9
Produits horticoles	43 994,3	47 642,9	44 758,2	51 246,1	62 873,9
Produits de la pêche	155 268,5	191 974,4	203 095,9	217 900,2	236 356,9
Ciment	81 839,1	91 728,2	104 904,3	122 799,1	117 743,3
Acide phosphorique	81 745,3	51 305,7	94 045,9	115 550,6	95 973,9
Engrais	5 668,2	15 716,8	6 218,0	10 191,3	18 935,3
Produits manufacturés	155 187,6	138 351,0	135 650,1	127 303,4	158 107,2
dont préparations alimentaires diverses	65 459,6	62 703,3	68 624,2	68 552,1	79 586,6
produits textiles et chaussures	28 738,2	37 555,5	37 555,5	44 909,4	56 686,8
Autres produits d'exportation	540 304,6	558 822,9	572 035,0	572 721,5	635 835,2
dont biens d'équipement	51 830,6	84 912,2	77 300,3	54 461,6	64 522,5
TOTAL (Commerce Général FOB)	1 344 819,5	1 390 070,5	1 568 985,9	1 551 290,4	1 750 311,6
Ajustements de valeur	62 657,0	69 411,8	79 851,0	73 379,6	64 417,7
Ajustements de champ couvert	-169 425,5	-166 743,6	-131 474,8	-124 928,3	-137 245,6
Ajustements de chronologie	-6 182,7	-3 199,3	-17 888,4	-14 253,1	-18 245,2
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	1 231 868,4	1 289 539,5	1 499 473,7	1 485 488,6	1 659 238,5

Sources : BCEAO/ANSD

I.1.1.b.1 - Exportations de produits traditionnels

Les produits traditionnels sont constituées des produits pétroliers, arachidiers, halieutiques, chimiques et du ciment. Le redressement des cours des produits pétroliers a contribué à l'accroissement des exportations en valeur vers les pays de l'hinterland, principalement le Mali.

A cet effet, les livraisons de produits pétroliers ont augmenté de 50,5%, passant de 161,4 Mds à 242,9 Mds, reflétant également une augmentation significative des volumes réexpédiés vers le Mali.

Graphique 6 : Evolution des exportations de produits pétroliers



Sources : ANSD/BCEAO

Les expéditions de produits arachidiers, évaluées à 65,4 Mds en 2017, ont enregistré un repli de 13,4% et représentent 3,9% des exportations totales.

Depuis 2014, elles sont constituées essentiellement de graines d'arachide (48,4 Mds) destinées à approvisionner le marché asiatique. S'agissant, des ventes extérieures d'huile brute (16,6 Mds) et de tourteaux (0,4 Md), elles demeurent faibles, en liaison avec les difficultés rencontrées par la principale unité industrielle.

Il convient de souligner que les exportations de graines d'arachide se sont repliées pour la première fois depuis trois (3) ans.

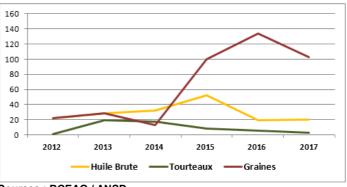
Représentant 18,0% des ventes à l'étranger, les produits de la pêche continuent d'occuper une place importante dans les exportations sénégalaises en 2017. Elles sont évaluées à 298,2 Mds après 286,1 Mds un an plus tôt.

Les produits congelés (242,2 Mds) restent dominants, au moment où les produits frais et transformés sont en retrait par rapport à l'année précédente. Un relèvement des exportations de conserves a été noté, à la faveur des investissements importants réalisés par certaines entreprises du secteur.

Les exportations de produits chimiques se sont consolidées en 2017, en relation avec une bonne tenue de la production, en dépit d'une baisse des prix à l'exportation de l'acide phosphorique.

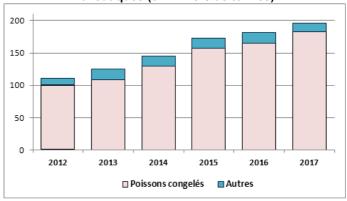
Les ventes à l'étranger de produits chimiques (acide phosphorique et engrais) sont ainsi ressorties à 141,6 Mds contre 134,9 Mds. Ainsi, pour la troisième année consécutive, les exportations d'acide phosphorique et d'engrais solide se sont inscrites en hausse.

Graphique 7 : Exportations de produits arachidiers (en milliers de tonnes)



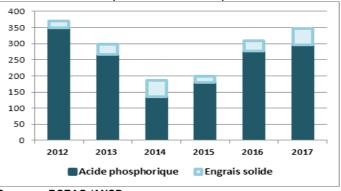
Sources: BCEAO / ANSD

Graphique 8 : Evolution des exportations de produits halieutiques (en milliers de tonnes)



Sources: BCEAO / ANSD

Graphique 9 : Exportations de produits chimiques (en milliers de tonnes)



Sources: BCEAO /ANSD

Tableau 5 : Exportations de marchandises générales ajustées (en millions, en milliers de tonnes, en FCFA/kg)

- Labora o : Exportations de		JU GU		les ajustées (en millions, en milliers de tonn							
	2013	٥,	2014	01	2015	0/	2016	0/	2017		
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	
Sel marin	10 483,0	0,9	10 883,0	0,8	17 547,3	1,2	16 453,7	1,1	13 161,1	0,8	
Volume	203,7		203,4		342,8		363,7		286,9		
Prix	51,5		51,6		51,2		45,2		45,9		
Produits Pétroliers	218 534,0	17,7	233 343,6	18,1	211 954,9	14,1	161 364,0	10,9	242 944,5	14,6	
Volume	487,8		572,4		578,2		554,1		803,0		
Prix	448,0		407,7		366,6		291,2		302,6		
Produits arachidiers	33 546,0	2,7	29 545,1	2,3	86 545,2	5,8	75 546,8	5,1	65 418,5	3,9	
Huile Brute	18 252,4	1,5	20 783,7	1,6	38 952,5	2,6	15 215,5	1,0	16 607,1	1,0	
Quantité	28,7		34,1		52,3		19,5		20,0		
Prix	635,7		609,6		754,5		778,6		832,3		
Tourteaux	4 160,2	0,3	3 997,0	0,3	1 640,6	0,1	364,0	0,0	417,7	0,0	
Quantité	18,9		17,0		8,5		2,2		2,3		
Prix	211,5		214,7		192,2		165,0		184,6		
Graines	11 133.4	0.9	4 764.4	0.4	45 952.1	3.1	59 967.3	4.0	48 393.7	2.9	
Quantité	28,5		12,8		99,8		133,8		102,5		
Prix	390,6		372,9		460,6		448,2		472,0		
Phosphates	9 134,8	0,7	16 170,0	1,3	34 034,9	2,3	18 587,4	1,3	18 447,4	1,1	
Quantité	287,5		500,6		752,4		472,6		502,4		
Prix	31,8		32,3		45,2		39,3		36,7		
Coton	12 519.0	1.0	12 819.0	1.0	9 074.4	0.6	8 598.3	0.6	6 523.9	0.4	
Quantité	13,7		13,5		12,7		11,6		7,9		
Prix	915,6		991,6		714,7		744,0		827,6		
Ciment	81 839,1	6,6	82 393,0	6,4	90 902,0	6,1	106 446,2	7,2	106 339,8	6,4	
Quantité	1 804,0		1 918,4		2 052,9		2 614,6		2 627,8		
Prix	45,4		42,9		44,3		40,7		40,5		
Produits de la Pêche	204 990,5	16,6	232 963,2	18,1	264 980,0	17,7	286 129,7	19,3	298 180,6	18,0	
Poissons frais	36 676,0	3,0	40 834,1	3,2	38 517,5	2,6	46 232,6	3,1	41 570,5	2,5	
Quantité	6,1		6,4	-	6,3		6,9		6,1		
Prix	6 357,0		6 423,4		6 160,0		6 677,4		6 784,3		
Poissons congelés	152 646,0	12,4	178 236,0	13,8	211 774,5	14,1	225 539,3	15,2	242 150,7	14,6	
Quantité	108,8	, -	129,8	,.	157,1	, .	165,0	,-	182,8	,-	
Prix	1 403,0		1 373,1		1 348,4		1 367,3		1 324,9		
Conserves	4 079,0	0,3	4 867,4	0,4	4 990,0	0,3	2 128,7	0,1	3 599,9	0,2	
Quantité	2,8	0,0	3,3	0,1	3,6	0,0	1,6	٥,.	2,0	0,2	
Prix	1 455,0		1 472,9		1 377,2		1 331,8		1 833,8		
Produits transformés	11 589,0	0,9	9 025,7	0,7	9 698,0	0,6	12 229,2	0,8	10 859,5	0,7	
Quantité	7,1	0,3	5,6	0,7	6,1	0,0	8,1	0,0	5,4	0,1	
Prix	1 632,0		1 609,4		1 577,2		1 509,6		1 994,9		
Produit des ICS	95 615,2	7,8	62 106,8	4,8	90 429,9	6,0	134 860,1	9,1	141 614,4	8,5	
	<u> </u>		· ·	-					-	-	
Acide phosphorique	89 947,0	7,3	46 390,0	3,6	84 128,4	5,6	124 056,8	8,4	121 628,3	7,3	
Quantité	266,4		135,2		180,1		277,2		296,0		
Prix	337,6		343,0		467,2		447,6		410,9		
Engrais solide	5 668,2	0,5	15 716,8	1,2	6 301,5	0,4	10 803,3	0,7	19 986,1	1,2	
Quantité	30,9		50,5		18,5		31,4		51,0		
Prix	183,2		311,4		339,8		344,4		391,9		
Autres	565 206,8	45,9	609 311,8	47,2	694 005,0	46,2	677 502,3	45,6	766 608,3	46,2	
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	1 231 868,4	100,0	1 289 539,5	100	1 499 473,7	100,0	1 485 488,6	100,0	1 659 238,5	100,0	

Sources : ANSD/BCEAO

Evaluées à 106,3 Mds, les exportations de ciment sont ressorties en légère baisse, dans un contexte de hausse des quantités et de repli des prix à l'exportation.

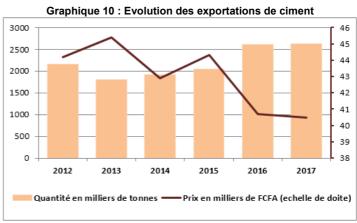
Il convient de relever que la baisse continue des ventes de ciment est expliquée, entre autre, par la mise en exploitation d'un cimenterie au Mali.

Outre le Mali, les ventes sont réalisées essentiellement vers la Gambie, la Guinée Bissau et la Mauritanie.

I.1.1.b.2 - Or non monétaire

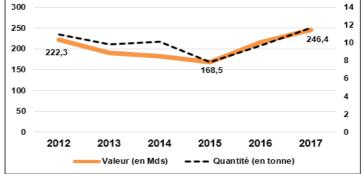
Les ventes extérieures d'or non monétaire ont contribué au dynamisme des exportations de biens. En effet, elles ont atteint 246,6 Mds après 216,4 Mds en 2016, sous l'effet d'une hausse des quantités exportées, malgré la baisse du prix à l'exportation.

En 2017, l'or demeure une valeur refuge, dans un contexte économique international encore marqué par quelques incertitudes.



Sources: BCEAO/ANSD

Graphique 11 : Exportations d'or non monétaire



Sources: BCEAO/ANSD

I.1.2. Importations de biens

Les achats de biens à l'étranger, mesurés par leur valeur CAF, ont connu une hausse de 21,2% pour ressortir à 3.905,7 Mds en 2017, sous l'effet d'une augmentation significative des factures pétrolière et alimentaire ainsi que des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires. L'accroissement de la facture pétrolière est en relation avec l'évolution des cours mondiaux du pétrole brut, tandis que celui des acquisitions de biens d'équipement est en liaison avec les besoins d'investissement.

Dans ce contexte, les importations de biens ont représenté 27,9% du PIB en 2017, en progression de 2,8 points comparativement à l'année précédente (25,1% du PIB). La structure des achats, par zone géographique, laisse apparaître une prédominance des approvisionnements en provenance des continents européen et asiatique. Les importations (FOB) sont ressorties à 3.476,8 Mds contre 2.868,2 Mds en 2016.

I.1.2.a. Orientation géographique des importations

Le Sénégal a continué de s'approvisionner majoritairement auprès des continents européen et asiatique qui occupent respectivement 46,8% et 28,5% des parts de marché. Les achats en provenance des pays africains représentent, quant à eux, 16,8% alors que le continent américain fournit 7,0% des importations.

Sur le marché européen, la progression de 370,9 Mds des acquisitions reflète la prépondérance des approvisionnements en produits pétroliers raffinés. Les approvisionnements proviennent essentiellement des pays de l'Union Européenne qui concentrent 38,6% des parts de marché, en particulier la France avec 14,7% des importations totales.

Les importations en provenance du continent asiatique sont fournies essentiellement par la Chine (9,7%) et l'Inde (7,3%).

S'agissant des achats sur le continent africain, ils sont effectués essentiellement avec les pays de la CEDEAO avec 14,2% des parts de marché sur 16,8% globalement. Ils sont passés de 549,1 Mds en 2016 à 654,3 Mds en 2017, en relation notamment avec l'accroissement des achats de produits pétroliers en provenance du Nigeria. Ce dernier fournit 9,6% des importations du Sénégal.

Tableau 6 : Orientation géographique des importations (valeur en millions de FCFA)

	2014		2015		2016		2017	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Importations CAF	3 244 956,2	100,0	3 334 831,3	100,0	3 221 960,3	100,0	3 905 751,5	100,0
Union Européenne	1 446 115,2	44,6	1 337 308,2	40,1	1 239 484,6	38,5	1 508 590,7	38,6
dont: France	534 284,2	16,5	545 332,9	16,4	511 525,8	15,9	574 972,8	14,7
Etats-Unis	69 247,7	2,1	87 598,8	2,6	72 060,3	2,2	81 443,2	2,1
Japon	66 523,9	2,1	77 110,6	2,3	73 128,1	2,3	70 192,9	1,8
Inde	191 476,3	5,9	210 020,4	6,3	245 164,4	7,6	285 261,9	7,3
Thaïlande	61 841,0	1,9	62 259,9	1,9	58 727,1	1,8	83 403,6	2,1
Chine	237 133,5	7,3	323 610,6	9,7	331 724,6	10,3	380 181,2	9,7
CEDEAO	403 935,7	12,4	453 046,6	13,6	470 866,9	14,6	555 304,4	14,2
UEMOA	142 490,3	4,4	185 162,5	5,6	185 231,4	5,7	157 124,2	4,0
Bénin	343,1	0,0	885,7	0,0	543,9	0,0	1 826,7	0,0
Burkina faso	494,9	0,0	3 477,8	0,1	4 313,7	0,1	7 306,3	0,2
Côte d'Ivoire	73 614,5	2,3	75 579,6	2,3	75 433,1	2,3	79 328,1	2,0
Guinée-Bissau	3 740,2	0,1	3 770,3	0,1	3 890,2	0,1	6 044,7	0,2
Mali	46 097,4	1,4	92 067,8	2,8	94 158,8	2,9	50 494,6	1,3
Niger	131,8	0,0	787,6	0,0	738,4	0,0	3 620,2	0,1
Togo	18 068,3	0,6	8 593,6	0,3	6 153,3	0,2	8 503,6	0,2
Autres Etats CEDEAO	261 445,4	8,1	291 884,2	8,8	285 635,5	8,9	398 180,2	10,2
Dont Nigeria	249 615,0	7,7	267 950,7	8,0	249 594,1	7,7	309 405,4	7,9
Gambie	770,6	0,0	642,6	0,0	138,0	0,0	1 766,0	0,0
R. Guinée	567,0	0,0	4 190,9	0,1	1 952,2	0,1	2 910,6	0,1
Mauritanie	2 861,0	0,1	2 927,5	0,1	5 224,9	0,2	3 629,9	0,1
Autres fournisseurs	765 821,9	23,6	780 948,8	23,4	725 579,4	22,5	937 743,8	24,0
Continent américain	236 168,7	7,3	215 917,5	6,5	218 512,4	6,8	274 989,9	7,0
Continent asiatique	774 015,0	23,9	864 346,6	25,9	949 689,2	29,5	1 114 292,2	28,5
Continent africain	580 104,7	17,9	648 580,5	19,4	549 144,5	17,0	654 347,7	16,8
Continent européen	1 596 044,3	49,2	1 573 319,3	47,2	1 456 244,0	45,2	1 827 091,1	46,8
Autres	58 623,5	1,8	32 667,3	1,0	48 370,2	1,5	35 030,6	0,9

Sources : ANSD/BCEAO

I.1.2.b. Composition des importations de biens

L'analyse de la contribution des groupes de produits aux importations fait ressortir une hausse notable des acquisitions de biens d'équipement au cours des deux dernières années. En effet, les achats de biens d'équipement sont passés de 857,0 Mds en 2016 à 974,3 Mds en 2017, soit 25,0% de la valeur CAF des importations de marchandises générales.

Tableau 7 : Evolution des importations (CAF) de marchandises générales (en millions de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017
Produits alimentaires	641 098,9	598 433,1	629 708,4	618 393,2	767 654,1
Autres biens de consommation	347 420,2	366 128,6	389 915,4	366 080,8	410 711,9
Produits pétroliers	959 354,3	956 199,3	778 698,1	637 408,4	856 133,2
Biens intermédiaires	587 254,3	595 440,3	624 474,0	644 891,3	777 186,1
Biens d'équipement	685 404,5	652 706,8	848 600,7	856 972,1	974 300 ;0
Produits Divers	66 469,4	81 814,5	87 585,9	94 747,8	122 720,5
TOTAL (Commerce Général CAF)	3 287 001,5	3 250 722,5	3 358 982,6	3 218 493,5	3 908 705,9
Ajustements de valeur	-10 867,8	-15 889,1	-13 878,5	-9 926,8	-11 425,1
Ajustements de chronologie	-31 590,0	-45 254,0	-46 921,4	-38 768,1	-33 651,5
Ajustements de champ couvert	42 585,0	55 376,8	46 248,8	52 161,7	42 122,2
IMPORTATIONS CAF AJUSTEES	3 287 128,8	3 244 956,2	3 334 431,3	3 221 960,3	3 905 751,5

Sources : ANSD/BCEAO

S'agissant de la facture alimentaire qui représente 19,7% des importations totales, elle a augmenté de 24,1%, sous l'effet d'une progression des importations de sucre (45,0%), de riz (30,2%) et de blé (13,9%). La hausse des approvisionnements en riz est liée aussi bien aux quantités qu'aux prix, alors que l'évolution des achats de blé et de sucre a été imprimée principalement par les quantités.

· Les produits pétroliers

Pour sa part, l'évolution des importations de produits pétroliers a suivi la remontée des cours mondiaux du baril de pétrole (+13,3%), qui a alourdi la facture (856,1 Mds; 22,0% des importations totales).

Ainsi, la facture énergétique a augmenté aussi bien pour le brut (+36,7%) que pour les produits finis (+34,6%).

Les quantités importées de produits finis et de pétrole brut se sont inscrites en hausse respectivement de 9,7% et 20,3%.

milliers de tonnes, prix en milliers de FCFA/tonne) 4 000 500 450 3 500 400 3 000 350 2 500 300 2 000 250 200 1 500 150 1 000 100 500

2015

2016

2017

Prix (échelle de droite)

2014

Pétrole raffiné

Graphique 12 : Importations de produits pétroliers (quantité en

Sources: BCEAO / ANSD

2012

■Pétrole brut

2013

Les produits alimentaires

La facture alimentaire a progressé de 149,3 Mds en 2017, tirée par l'accroissement des achats à l'étranger de riz, de blé et de sucre.

En effet, les acquisitions de riz sont ressorties à 1.236,1 milliers de tonnes en 2017 contre 1.026,2 milliers de tonnes un an auparavant, soit une augmentation de 20,5%. Les importations de riz demeurent conséquentes et ont progressé, en moyenne de 2,6%, sur les cinq dernières années.

En ce qui concerne le sucre, l'accroissement des achats à l'étranger résulte exclusivement de l'augmentation des volumes (59,5%) en 2017, les cours ayant diminué de 9,0%. Pour leur part, les approvisionnements en blé ont progressé de 13,9% au cours de la période, sous l'effet de l'évolution des volumes (9,0%) et des prix (4,5%). Les importations des autres produits alimentaires ont atteint 324,5 Mds en 2017 contre 263,2 Mds en 2016, soit une hausse de 23,3%. Cette progression s'explique

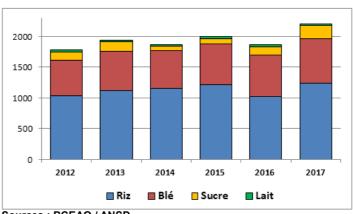
principalement par celle des produits horticoles (+56,2%; +22,8 Mds), notamment l'oignon et la pomme de terre, et des préparations alimentaires (+14,0%; 19,5 Mds).

Suivant le même profil, les importations de produits pharmaceutiques (+15,7%; 22,3 Mds), en particulier les médicaments destinés à la vente de détail, de produits textiles (+8,1%; 7,6 Mds) ainsi que de boissons (+26,5%; 3,4 Mds) se sont inscrites en hausse.

· Les biens d'équipement

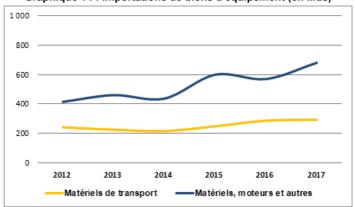
Dominées par la catégorie «machines, moteurs et autres biens» (67,2% en moyenne sur la période 2012-2017), les importations de biens d'équipement sont ressorties à 974,3 Mds (+13,7%), en liaison avec la demande en équipement dans le cadre de l'exécution des projets d'infrastructures. Les achats de matériels de transport se sont également inscrits en hausse, passant de 287,9 Mds en 2016 à 293,9 Mds en 2017.

Graphique 13 : Importations de produits alimentaires (en milliers de tonnes)



Sources: BCEAO / ANSD

Graphique 14 : Importations de biens d'équipement (en Mds)



Sources : BCEAO/ANSD

Tableau 8 : Evolution des importations de marchandises générales ajustées (CAF en Mds de FCFA, Volume en milliers de tonnes)

(CAF	<u>en Mds de</u>	Mds de FCFA,		Volume en milli		liers de tonnes)				
	201	3	201	4	201	5	201	6	2017	7
	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%
Produits alimentaires	641,1	19,5	598,4	18,4	629,7	18,8	618,4	19,2	767,7	19,7
Riz	227,8	6,9	205,6	6,3	226,4	6,8	191,3	5,9	249,1	6,4
Volume	1 123,8		1 156,8		1 222,3		1 026,2		1 236,1	
Prix	202,7		177,8		185,5		186,4		201,5	
Blé	95,2	2,9	88,2	2,7	88,8	2,7	78,3	2,4	89,2	2,3
Volume	585,1		614,8		654,5		668,5		728,8	
Prix	162,7		143,4		135,7		117,1		122,4	
Sucre	52,4	1,6	22,7	0,7	26,4	0,8	48,7	1,5	70,6	1,8
Volume	159,9		73,7		89,0		135,3		215,8	
Prix	327,5		308.2		296,8		360.0		327,3	
Lait	37,3	1,1	41,5	1,3	42,0	1,3	36,9	1,1	34,2	0,9
Volume	22,8		23,3		30,2		32,4		26,6	
Prix	1 634,7		1 776,9		1 391,3		1 138,1		1 283,8	
Autres	228,4	6,9	240,4	7,4	246,2	7,4	263,2	8,2	324,5	8,3
Volume	591,2		656,6		556,7		625,3		739,3	
Prix	386,3		366,2		439,8		420,9		439,0	
Produits pétroliers	959,3	29,2	939,8	29,0	778,7	23,4	637,4	19,8	856,1	21,9
Pétrole brut	285,6	8,7	212	6,6	201,9	6,1	181,2	5,6	252,0	6,5
Volume	819,7		648,2		987,8		996,0		1 198,4	
Prix	348,4		327,1		204,4		181,9		210,3	
Produits finis	528,4	16,1	584,9	18,0	419,9	12,6	362,0	11,2	487,5	12,5
Volume	1 180,0		1 385,7		1 418,9		1 374,7		1 508,4	
Prix	447,8		422,1		295,9		263,4		323,2	
Autres produits pétroliers	145,3	4,4	142,9	4,4	156,9	4,7	94,2	2,9	116,6	3,0
Biens intermédiaires	587,3	17,9	595,4	18,4	624,5	18,7	644,9	20,0	777,2	19,9
Biens d'équipement	685,4	20,9	652,7	20,1	848,6	25,4	857,0	26,6	974,3	25,0
Matériels de transport	226,6	6,9	217,6	6,7	249,7	7,5	287,9	8,9	293,9	7,5
Machines & moteurs	331,1	10,1	305,7	9,4	420,5	12,6	397,2	12,3	432,0	11,1
Autres produits	127,7	3,9	129,5	4,0	178,4	5,3	171,9	5,4	248,3	6,4
Autres Biens	414,0	12,6	458,5	14,1	453,4	14,2	464,3	14,4	530,5	13,6
IMPORTATIONS CAF AJUSTEES	3 287,1	100,0	3 244,9	100,0	3 334,8	100,0	3 221,9	100,0	3 905,8	100,0
O ANOD / DOEAO	_				-					

Sources : ANSD / BCEAO

Encadré A : Ajustement des données du Commerce

Les données nécessaires à l'élaboration de la balance des paiements sont tirées de plusieurs sources notamment, les statistiques du commerce international des biens, les enquêtes auprès des entreprises et les données fournies par les partenaires économiques et financiers.

Les Statistiques du Commerce International de Marchandises (SCIM) sont les principales sources d'informations sur les produits échangés (importation et exportation). Elles peuvent être établies sur la base du commerce spécial ou général. Le second système est recommandé, aux fins des statistiques des comptes internationaux, en ce qu'il retrace les mouvements des biens qui entrent sur le territoire économique, y compris dans les entrepôts de douane et dans les zones franches. Pour une meilleure appréciation des échanges sur les principaux produits importés et exportés, les informations sont complétées par les données recueillies auprès des opérateurs économiques.

En effet, les données fournies par la Douane font état du mouvement physique des biens qui franchissent la frontière, tandis que pour la Balance des Paiements, les transactions sur marchandises générales sont enregistrées à la date de transfert de propriété aux prix du marché. Les biens sont considérés comme changeant de propriétaire lorsque les parties comptabilisent les biens dans leurs livres comme actifs réels et apportent les modifications correspondantes à leurs actifs et passifs financiers.

La disponibilité des différentes informations permet de procéder à des ajustements pour répondre à la méthodologie d'établissement de la balance des paiements, en termes de champ couvert, de transfert de propriété et d'évaluation des transactions.

Ajustements de champ couvert : les statistiques du commerce extérieur sont ajustées des données du commerce frontalier ainsi que des estimations des services douaniers sur le commerce frauduleux. Par ailleurs, un reclassement des exportations d'or non monétaire est effectué pour tenir compte de l'exclusion de ce produit du champ des marchandises générales, conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel de la balance des paiements.

Ajustements de chronologie : ils sont fondés sur le fait que les transactions enregistrées sont celles effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet de corriger l'écart issu des décalages entre les dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs.

Ajustements de valeur: un problème d'évaluation se pose dans certains cas, en raison notamment de l'utilisation de valeurs spécifiques dans les statistiques douanières, dans la mesure où de telles valeurs peuvent être différentes de celles obtenues en appliquant les prix de marché qui doivent être retenus pour la valorisation des marchandises en balance des paiements.

En pratique, pour chaque produit, le prix du marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et celui résultant des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières.

I.2- BALANCE DES SERVICES

Au cours de la période sous revue, le déficit de la balance des services s'est dégradé de 46,7 Mds, sous l'effet de l'alourdissement du fret (+57,8 Mds), induit par la progression des importations. Le solde du compte s'est également ressenti de l'accroissement des services spécialisés fournis par les non-résidents, au profit notamment des entreprises minières et pétrolières.

Cette évolution a été légèrement atténuée par l'amélioration des postes «voyages» (+10,1 Mds), en relation avec l'augmentation du taux de fréquentation, et «autres services» (+5,4 Mds), en rapport avec les services de construction à la faveur de non-résidents.

Tableau 9: Evolution des principaux soldes de la balance des services (en millions de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017
Transports	-321 705,0	-319 577,8	-340 631,8	-328 155,2	-390 390,1
dont Fret	-295 900,0	-293 674,4	-301 592,7	-287 929,3	-345 680,0
Voyages	142 774,0	135 818,0	138 985,7	144 104,1	154 222,1
Autres Services	123 018,0	117 946,4	133 146,1	111 291,9	116 751,3
Services	-55 913,0	-65 577,5	-68 500,0	-72 759,2	-119 416,7

Source : BCEAO

I.2.1. Transports

Le déficit des services de transport est ressorti à -390,4 Mds contre -328,3 Mds l'année précédente. Il s'est accentué de 62,1 Mds, en relation principalement avec le déficit des transports maritimes dont l'évolution suit celle des importations de marchandises.

Tableau 10 : Evolution des transports (en millions de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017
Passagers	-28 895,0	-36 520,0	-47 235,2	-47 912,2	-53 129,0
Fret (net)	-295 900,0	-293 674,4	-301 592,7	-287 929,3	-345 680,0
Autres activités connexes	3 211.0	10 670.6	8 072.3	7 686.3	8 256.0
Solde	-321 705,0	-319 577,8	-340 755,6	-328 155,2	-390 390,1

Source : BCEAO

I.2.2. Voyages

Le poste «voyages» retrace les services nets du tourisme. L'excédent du compte s'est consolidé aussi bien pour les voyages à titre professionnel que personnel. Au total, les recettes touristiques³ sont évaluées à 243,9 Mds contre 230,9 Mds en 2016. L'accroissement des revenus touristiques reflète, en partie, les mesures prises par l'Etat pour renforcer la compétitivité des produits et services touristiques.

Tableau 11 : Evolution du poste voyages (en millions de FCFA)

Années		2013	2014	2015	2016	2017
Voyages		142 774,0	135 818,0	138 985,7	144 104,1	154 222,1
A titro professionnol	recettes	45 190,0	43 675,0	44 199,1	46 227,4	48 594,2
A titre professionnel	dépenses	38 096,0	38 134,7	38 748,0	42 054,9	43 123,1
A (**	recettes	171 540,0	165 444,9	173 668,1	184 706,4	195 332,6
A titre personnel	dépenses	35 860,0	35 167,2	40 133,5	44 774,8	46 581,6

³ Les recettes ont été appréciées sur la base de la dépense journalière et de la durée de séjour qui varient selon le site d'hébergement.

I.2.3. Autres services

Le solde positif du compte des autres services s'est amélioré de 5,4 Mds comparativement à l'année précédente, tiré par les postes «services de construction» et «biens et services des administrations publiques non considérés ailleurs». Il convient de relever la consommation de services spécialisés, fournis par les non-résidents, relatifs notamment aux travaux d'exploration minière et pétrolière ainsi que la contribution à la baisse de l'excédent des services de télécommunication.

Tableau 12: Evolution des autres services (en millions de FCFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Autres services	123 017,5	117 946,4	133 146,1	111 291,9	116 751,2
Travaux de construction	6 890,9	7 341,9	6 755,1	9 473,7	17 058,7
Services d'assurance et de retraite	-59 207,3	-58 448,0	-60 874,8	-62 052,9	-63 772,4
Services financiers	-2 764,1	-384,8	-403,3	-703,1	-647,5
Services des télécommunications	90 218,5	77 829,8	83 392,9	72 372,1	62 251,2
Autres services aux entreprises	34 822,8	35 420,1	32 969,8	22 736,5	22 449,6
Biens et services des administrations non considérés ailleurs	59 460,5	59 266,6	74 139,6	69 465,6	79 411,6

Source : BCEAO

I.3. COMPTE DE REVENU PRIMAIRE

Le compte de revenu primaire enregistre les rémunérations des salariés, les revenus d'investissement ainsi que les autres revenus primaires (loyers, impôts et subventions sur les produits et la production). Le solde déficitaire du compte du revenu primaire est ressorti à -341,0 Mds en 2017 contre -295,4 Mds une année plus tôt, en rapport avec les sorties nettes au titre des revenus des investissements. Il est atténué partiellement par l'excédent des revenus nets du travail.

Tableau 13: Evolution des soldes du compte de revenu primaire (en millions de FCFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Rémunération des salariés	51 034,3	51 244,1	53 975,1	55 776,2	59 154,7
Revenus des investissements	-216 178,0	-242 562,8	-290 331,9	-356 103,3	-405 235,0
Dont intérêts sur la dette publique	-51 900,0	-58 626,3	-126 100,0	-139 870,0	-178 290,0
Autres revenus primaires	5 667,7	4 826,5	4 836,3	4 944,0	5 117,6
Revenu primaire net	-159 476,0	-186 512,3	-231 520,4	-295 383,4	-340 962,7

Source : BCEAO

En effet, le niveau du déficit du compte de revenu primaire a été imprimé essentiellement par celui des revenus des investissements directs (+29,3 Mds), en liaison avec les paiements de dividendes et d'intérêts au profit des investisseurs étrangers. Les dividendes rapatriés ont concerné notamment les secteurs des télécommunications, les auxiliaires de transport ainsi que les industries manufacturières et extractives.

Rapportés au solde du revenu primaire, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont accrus de 5 points de pourcentage à 52%. Ce profil du service de la dette publique extérieure est consécutif à la mobilisation des capitaux étrangers, notamment les emprunts obligataires, ainsi qu'au concours des partenaires au développement pour financer les projets d'investissement public.

I.4- COMPTE DE REVENU SECONDAIRE

Structurellement excédentaire, le solde du revenu secondaire s'est consolidé, en lien essentiellement avec le dynamisme des transferts nets de fonds des migrants (+63,3 Mds) et la hausse des transferts nets au profit des administrations publiques (+14,1 Mds). Cette dernière rubrique est alimentée par les appuis budgétaires accordés par les partenaires au développement.

Tableau 14 : Evolution des revenus secondaires (en millions de FCFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Transferts courants des Administrations Publiques	42 528,0	83 555,3	51 997,4	31 186,5	45 321,5
Transferts courants des autres secteurs	878 402,7	885 879,3	963 772,0	1 029 183,1	1 096 872,9
dont envois de fonds des travailleurs migrants (net)	688 518,6	754 197,8	824 228,7	887 650,9	950 910,4
Revenu secondaire net	920 930,7	969 434,5	1 015 769,4	1 060 369,6	1 142 194,4

Source : BCEAO

Les réceptions, au titre des envois de fonds des migrants, ont progressé de 6,3% en 2017 pour atteindre 1.174,1 Mds⁽⁴⁾, soit 9,4% du PIB.

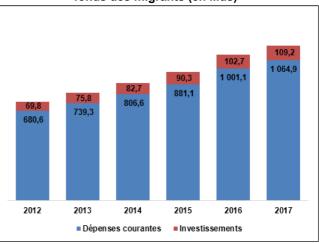
Elles sont tirées notamment par les transferts en provenance des continents européen et américain.

En référence à l'origine des transferts, l'Europe est la première zone d'émission vers le Sénégal, avec 59,7% de part, soit un accroissement de 11,6% par rapport à l'année 2016.

La part des transferts en provenance du continent américain s'élève, quant à elle, à 10,5%.

L'analyse des motifs économiques fait ressortir une prépondérance des dépenses courantes, une faible proportion étant destinée à l'investissement.

Graphique 15 : Evolution et utilisation des envois de fonds des migrants (en Mds)



⁽⁴⁾ Ce montant prend en compte les transferts transitant par les circuits informels.

ENCADRE B : Analyse de la soutenabilité du compte courant du Sénégal

Le déséquilibre du compte courant constitue l'un des sujets de préoccupation les mieux partagés au cours de ces deux dernières décennies. En effet, la plupart des études identifient le solde du compte courant comme un indicateur pertinent d'analyse de la dynamique d'endettement d'une économie vis-à-vis de l'étranger.

Le présent encadré est un résumé de l'étude à partir d'une analyse économétrique de la soutenabilité à long terme du déficit du compte des transactions courantes du Sénégal.

La méthodologie d'estimation est établie sur la base de l'approche de solvabilité inter-temporelle reconnue pour la pertinence de sa démarche scientifique et la simplicité liée à l'interprétation de ses résultats. Elle a été utilisée dans plusieurs études réalisées pour des pays développés et en développement.

L'approche de la contrainte inter-temporelle s'appuie sur l'idée selon laquelle la soutenabilité du compte courant d'une économie est assurée lorsque la valeur actuelle des excédents futurs permet au pays de faire face à ses échéances de dette.

Il résulte du modèle de solvabilité inter-temporelle, l'équation économétrique suivante :

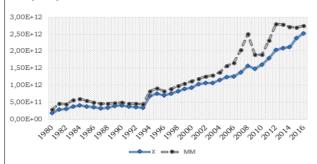
$$X_t = \alpha + \beta M M_t + \varepsilon_t$$

La variable X_t représente les exportations de biens et services tandis que MM_t est la somme des importations de biens et services, des intérêts sur la dette extérieure et des transferts nets reçus de l'extérieur (avec un signe négatif).

Ainsi, sous l'hypothèse nulle que l'évolution du compte courant satisfait la contrainte intertemporelle, il est attendu que les variables X_t et MM_t soient cointégrées et que β soit égal à 1.

Le graphique 1 est une représentation des variables X_t et MM_t . Il convient de remarquer que ces deux séries présentent des évolutions quasi-similaires jusqu'à la première moitié des années 2000.

Graphique 1: Evolution des variables X_t et Mm_t



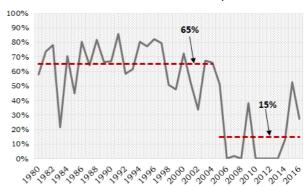
Toutefois, à partir de 2006, un décrochage est noté entre les deux variables, laissant préfigurer une modification de la relation de long terme entre X_t et MM_t . En effet, cette période est marquée par un creusement plus accentué du déficit de la balance courante, en relation avec les contre-performances du secteur industriel ainsi que les tensions enregistrées sur les prix des matières premières et les marchés financiers des pays développés.

Ainsi, durant les dix dernières années de la période d'estimation, les fluctuations des paiements courants (MM_t) ont été plus prononcées que celles des exportations qui ont progressé de manière régulière.

Sur cette base, il est apparu opportun de prendre en compte, dans la procédure d'estimation, la possibilité que le coefficient β , exprimant la relation de long terme entre X_t et MM_t , puisse varier dans le temps. La méthode de changement de régime de Markov a été retenue pour l'estimation de β .

Le graphique 2, ci-après, retrace l'évolution de la probabilité associée à la soutenabilité du compte courant $[Pr(s_t = 1/I_t; \beta^{st})]$.

Graphique 2 : Evolution de la probabilité associée à la soutenabilité du compte courant



Ce graphique permet de constater que la probabilité pour que le compte courant soit soutenable est en moyenne de 65% entre 1980 et 2004.

Toutefois, les résultats indiquent que, depuis 2005, le compte courant du Sénégal s'est inscrit dans une dynamique d'insoutenabilité. En effet, la probabilité pour que le compte courant soit soutenable sur cette période est ramenée à 15%.

En conclusion, le modèle de changement de régime fait ressortir une modification dans la dynamique du compte courant du Sénégal marquée par une période de relative soutenabilité (1980-2004) et une phase où le risque d'insoutenabilité s'est accru (2005-2016).

II. COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital enregistre les transferts en capital ainsi que les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits. Le solde excédentaire est évalué à 223,6 Mds en 2017, soit une hausse de 9,6 Mds comparativement à l'année 2016.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital (en millions de FCFA)

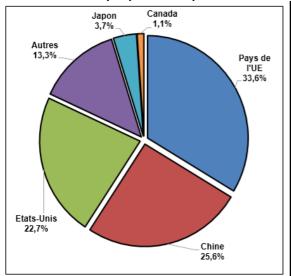
Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	-1 488,0	-5 214,0	-1 658,0	-2 661,0	-2 135,2
Transferts en capital	183 012,0	221 273,7	204 318,8	217 490,2	225 776,4
Administration Publique	175 762,0	213 199,0	196 174,1	208 444,2	217 016,0
Autres transferts en capital	7 250,0	8 074,7	8 144,7	9 046,0	8 760,4
Solde du compte de capital	181 524,0	216 059,7	202 660,8	214 829,0	223 641,2

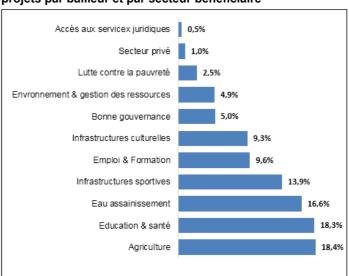
Source : BCEAO

Le déficit du solde des transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits, traditionnellement faible, ressort -2,1 Mds en 2017.

Les transferts en capital sont arrêtés à 225,8 Mds en 2017 et sont tirés principalement par les dons en capital en faveur de l'Etat. Les subventions reçues ont été accordées principalement par les pays de l'Union Européenne (33,6%), la Chine (25,6%) et les Etats-Unis (22,7%). Les fonds ont été destinés notamment au secteur de la santé et de l'action sociale, au renforcement des infrastructures sportives, à l'hydraulique et l'assainissement ainsi qu'au secteur agricole. Pour leur part, les transferts en faveur des autres secteurs sont chiffrés à 8,7 Mds en 2017 contre 9,0 Mds un an plus tôt.

Graphique. 16 : Répartition des dons projets par bailleur et par secteur bénéficiaire





Sources: BCEAO/DCFE

Au total, le solde des transactions courantes et en capital cumulé (besoin de financement) est ressorti déficitaire à 663,5 Mds, en aggravation de 405,8 Mds par rapport à l'année 2016.

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier, présenté selon l'optique analytique⁵ de la BCEAO, retrace les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents. Il décrit comment le besoin (capacité) de financement de l'économie a été couvert (utilisé). Les rubriques sont les investissements directs étrangers (IDE), les investissements de portefeuille, les dérivés financiers et les autres investissements.

Le besoin de financement, chiffré à 663,5 Mds en 2017⁶, a été couvert par des engagements extérieurs nets au titre des IDE (-293,7 Mds), des investissements de portefeuille (-524,7 Mds) et des autres investissements (+42,6 Mds).

Les entrées nettes d'IDE sont constituées de 65,0% de titres de participation et de 35,0% d'instruments de dettes. La bonne tenue des IDE est liée, en partie, aux perspectives de l'exploitation des ressources pétrolières tandis que l'acroissement de passifs au titre des investissements de portefeuille s'explique par l'emprunt obligataire émis sur le marché financier international par l'Etat du Sénégal.

Le profil des autres investissements est imprimé essentiellement par les opérations de prêts et emprunts de l'Etat et les crédits commerciaux. En 2017, les entrées de flux sont ressortiés à +42,6 Mds, reflétant des acquisitions nettes d'actifs de 203,1 Mds et un accroissement net de passifs de 160,5 Mds. Au titre des passifs, il convient de souligner les ressources nettes de 315,0 Mds mobilisées par l'Etat auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux dans le cadre du financement de ses projets d'investissement.

Rubriques 2013 2014 2015 2016 2017 Investissements directs -137 323.0 -185 474,2 -223 361,0 -147 290.5 -293 741,3 -188 248.7 Investissements de portefeuille 5 295.0 -256 975.0 76 509.6 -524 705.4 -419 815,0 -220 624.7 -100 251,3 -232 907,1 42 571,3 Autres Investissements -551 842,0 -663 073,9 -511 861.0 -303 688,0 Solde du compte financier -775 875.4

Tableau 16: Evolution du compte financier (en millions de FCFA)

Source : BCEAO

IV. CAPITAUX MONETAIRES

IV.1- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts (AID)

Les actifs extérieurs nets (AEN) des autres institutions de dépôts sont ressortis à 507,7 Mds en 2017 contre 433,1 Mds en 2016, soit une variation positive de 74,6 Mds. Cette amélioration de la position extérieure des banques est liée à une augmentation des créances sur les non-résidents (+27,1 Mds) et à une contraction des engagements extérieurs (-47,5 Mds). La variation positive des AEN résulte d'un accroissement des crédits (+94,6 Mds) et des titres autres qu'actions (+18,3 Mds) et d'une baisse des dépôts des non-résidents (-80,1 Mds) dans les livres des AID.

Tableau 17 : Variation du stock des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôts (en Mds FCFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Créances sur les non résidents	474,0	628,6	801,9	1 214,0	1 241,1
Engagements extérieurs	587,6	638,0	629,9	780,9	733,4
ACTIFS EXTERIEURS NETS	-13,6	-9,4	172,0	433,1	507,7

Source : BCEAO

⁵ La présentation de la balance des paiements selon l'optique analytique déduit des investissements de portefeuille et des autres investissements, les flux concernant la Banque Centrale et les banques, qui sont inclus dans les avoirs extérieurs nets, en dessous de la ligne du solde global.

⁶ Le passage à la méthodologie de la sixième édition s'est traduit par un changement de convention sur la présentation des données du compte financier. Les augmentations ou diminutions d'actifs sont retracées en termes nets (+/-) à la colonne «accroissement net d'actifs» et les variations nettes de passifs à la colonne «accroissement net de passifs».

IV.2- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 738,0 Mds en 2016 à 789,0 Mds en 2017, soit une amélioration (compte non tenu des contreparties de réévaluation) de 51,0 Mds, résultat d'une hausse des engagements extérieurs (10,3 Mds) et d'un accroissement des créances extérieures (61,3 Mds), en liaison notamment avec le rapatriement des ressources issues de l'emprunt obligataire international effectué au cours du deuxième trimestre 2017.

Tableau 18: Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale (en Mds FCFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
AVOIRS	994,7	1 111,2	1 200,0	973,1	1 034,4
Avoirs officiels de réserve	95	112,4	94,5	78,7	35,3
Autres actifs extérieurs	899,7	998,7	1 105,5	894,4	999,1
ENGAGEMENTS	304	256,9	251,2	235,1	245,4
Engagements extérieurs à court terme	94,8	92,2	78,2	56,8	34,0
Autres engagements extérieurs	209,2	164,7	173,1	178,3	211,4
ACTIFS EXTERIEURS NETS	690,7	854,3	948,8	738,0	789,0

Source : BCEAO

Au total, l'excédent du compte financier, élargi aux erreurs et omissions nettes, a permis de couvrir le déficit courant et d'améliorer les avoirs de réserve (au sens strict) à hauteur de 63,8 Mds.

Evalué suivant l'optique des actifs extérieurs nets du système monétaire, le solde global de la balance des paiements affiche un excédent de 125,6 Mds en 2017 contre 50,2 Mds en 2016. Cet excédent s'est traduit par une amélioration de la position extérieure de la BCEAO (51,0 Mds) et des avoirs extérieurs nets des autres institutions de dépôts (74,6 Mds).

V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace, à une date d'arrêté, la valeur des avoirs de l'économie sur le reste du monde et celle des passifs financiers de l'économie à l'égard de l'étranger. Pour sa part, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN), différence entre les actifs et les passifs financiers extérieurs, nette des autres flux, indique la position du pays (créditrice ou débitrice nette) vis-à-vis du reste du monde.

En tenant compte du financement du solde des opérations non financières, la PEGN est ressortie débitrice à -5.701,0 Mds contre -5.090,9 Mds un an plus tôt, soit une dégradation de 610,1 Mds. Cette dégradation s'explique par une hausse plus importante des engagements (+976,9 Mds) que celle des avoirs (+366,8 Mds) qui se sont établis respectivement à 9.552,1 Mds et 3.851,1 Mds en 2017.

L'accroissement des engagements est lié aux capitaux mobilisés au titre des investissements directs étrangers (+309,7 Mds), des investissements de portefeuille (+535,7 Mds) ainsi que des autres investissements (+131,5 Mds).

L'orientation à la hausse des avoirs est imputable aux autres investissements (+214,2 Mds), aux investissements directs (+62,0 Mds), aux avoirs de réserve (+61,3 Mds) et, dans une moindre mesure, aux investissements de portefeuille (+29,3 Mds).

Au total, la dégradation de la PEGN s'explique principalement par l'évolution des engagements nets au titre des investissements directs (+247,7 Mds) et des investissements de portefeuille (+506,4 Mds), un repli des engagements nets au titre des autres investissements (-82,7 Mds) étant observé. Il convient de relever la consolidation des avoirs de réserve de 61,3 Mds à 1.034.4 Mds.

Du point de vue de l'orientation géographique, le Sénégal a une position extérieure globale créditrice vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA (+793,2 Mds) et débitrice vis-à-vis des pays de la Zone euro (-2.111,7 Mds) et des autres pays (-4.382,6 Mds).

Graphique 17 : Evolution de la PEGN (en Mds de FCFA) 1 109,5 1 214,1 1 067,8 973,1 1 034,4 -1 059,7 -1 219,7 -1 418,2 -1 538,5 -1 786,2 - 676,6 - 827,2 - 930,9 - 697,1 -1 203,5 -3 362,6 -3 513,5 -3 635,3 -3 828,4 -3 745,7 2013 2014 2015 2016 2017 **PEGN** -4 031,2 -4 450,8 4 770,3 -5 090,9 -5 701,0 IDF Investissements de portefeuille Autres investissements Avoirs de réserve

Source: BCEAO

Tableau 19 : Position extérieure globale par zone (en millions)

Rubriques	UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Avoirs				
Investissements directs étrangers	100 647,7	101 043,4	207 922,0	409 613,1
Investissements de portefeuille	804 919,3	60 573,4	10 088,0	875 580,7
Autres investissements	848 234,3	471 711,9	211 536,4	1 531 482,6
Avoirs de réserve	473 721,0	0,0	560 679,0	1 034 400,0
Engagements				
Investissements directs étrangers	121 832,0	1 386 727,0	687 270,0	2 195 829,0
Investissements de portefeuille	585 501,4	225 198,4	1 268 418,1	2 079 117,9
Autres investissements	726 956,7	1 133 071,6	3 417 142,7	5 277 170,9
Position Extérieure Globale	793 232,2	-2 111 668,3	-4 382 605,4	-5 701 041,4

Source : BCEAO

CONCLUSION

L'activité économique est restée sur un sentier de croissance du PIB réel de plus 6% pour la troisième année consécutive (6,4% en 2015 ; 6,2% en 2016 et 7,2% en 2017). Toutefois, l'économie présente encore des fragilités et reste vulnérable aux aléas de la conjoncture internationale.

Sur les marchés des matières premières, les cours du pétrole se sont inscrits en nette hausse, alors que ceux des produits agricoles ont accusé une nouvelle baisse, attribuable à l'amélioration de l'offre.

La remontée des cours a exercé une pression sur le déficit du compte commercial (-12,8 % du PIB), en relation avec la progression de 21,2% des importations, imputable, en partie, à l'alourdissement de de la facture énergétique (34,3%) et alimentaire (+24,1%). Pour leur part, les exportations ont augmenté de 12,0%, sous l'effet de la bonne tenue des ventes extérieurs des produits halieutiques, chimiques, pétroliers, de l'or non monétaire ainsi que des autres minerais (zircon et titane). Le taux de couverture des importations par les exportations s'est replié de 4,5 points de pourcentage à 54,9%.

Les comptes extérieurs restent également caractérisés par la persistance des soldes déficitaires des comptes de services et de revenu primaire, concourant à la dégradation du déficit du compte courant (7,1% du PIB contre 4,1%). Ce dernier a été atténué, en partie, par les transferts courants, notamment les réceptions de fonds des migrants qui ont atteint 9,4% du PIB en 2017.

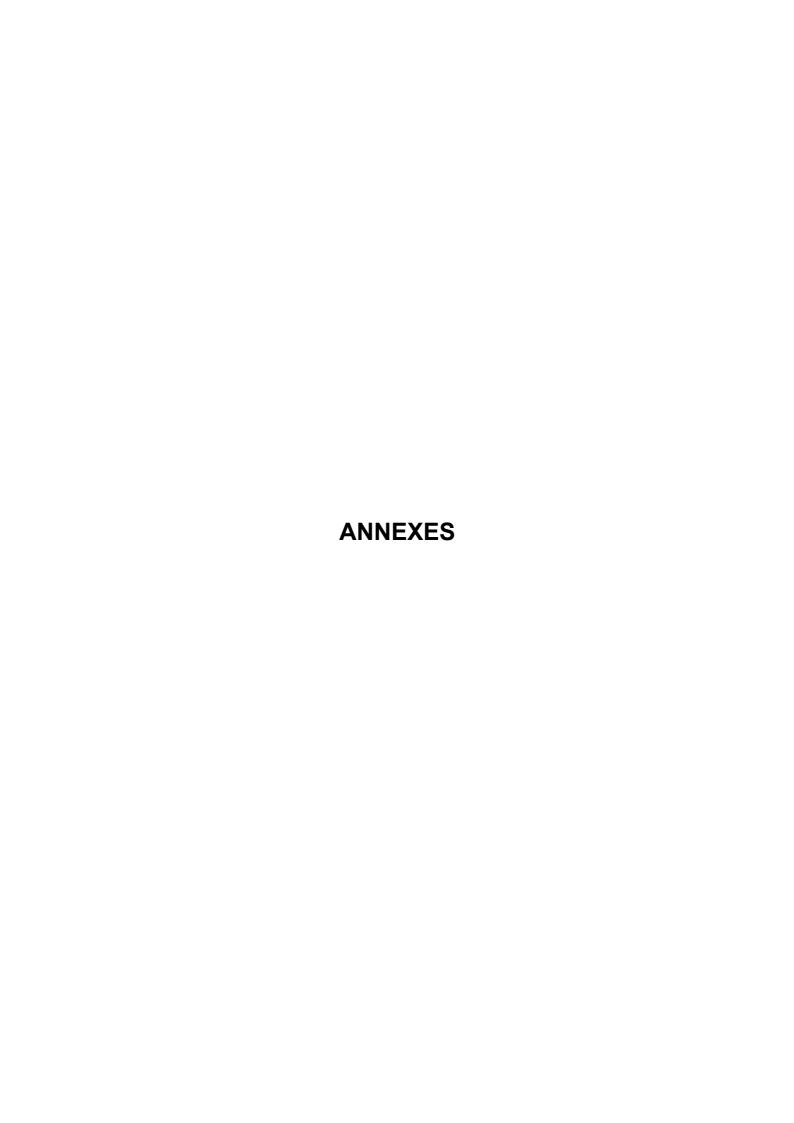
Ainsi, la structure des échanges extérieurs reflète la vulnérabilité de l'économie aux chocs externes dont les incidences sur le compte des transactions courantes sont atténuées partiellement par une mobilisation de ressources extérieures pour relayer la contribution limitée des filières exportatrices. Cette évolution du déficit du compte courant incite à mener des actions pour assurer sa soutenabilité à long terme.

Sous ce constat, le redressement du profil du compte des transactions courantes est consubstantiel à la mise en œuvre de mesures idoines, visant la substitution des importations de produits alimentaires, le renforcement du mix énergétique et l'accroissement de la productivité des filières agricoles.

Aussi, le développement du tissu productif (industrie agroalimentaire, minière, etc.) et la poursuite de l'accompagnement de l'Etat à rendre le tourisme plus compétitif contribueraient au renforcement de la la résilience de l'économie à travers la diversification de l'offre exportable.

Au titre de la mobilisation des ressources extérieures, le financement de projets structurants devrait renforcer le rôle de levier de l'investissement public et ses effets d'entraînement sur l'économie.

Dans un contexte où les ensembles économiques s'organisent au plan régional, la profondeur des échanges intra-UEMOA devrait être consolidée. Au delà des spécificités de chaque pays, des orientations de portée régionale devraient être dégagées pour atténuer les déficits des comptes extérieurs. En particulier, au titre des services, il conviendrait de développer une offre de services de transports pour alléger le poids du fret et réduire la demande extérieure des pays de l'Union.



Annexe 1 : Evolution des taux de change moyens annuels (Equivalent de 1000 FCFA en unités

de monnaie étrangère pour)

ao mamaio di angolo pour	Unité Monétaire	2016	2017	Variation (%)
DTS	1 DTS	1,2142	1,2405	2,2
Dollar Américain	1 USD	1,6870	1,7216	2,0
Franc Suisse	1 CHF	1,6620	1,6946	2,0
Livre Sterling	1 GBP	1,2484	1,3356	7,0
Yen Japonais	1 JPY	183,4165	193,0836	5,3
Dalasi Gambien	1 DALASI	74,3000	80,4029	8,2
Cedi du Ghana	1 CEDI	5,5914	7,5474	14,5
Franc Guinéen	1 FNG	14 901,8280	15 756,0372	5,7
Dollar Libérien	1 DOLLAR	159,342	196,1487	23,3
Naira Nigerian	1 NAIRA	423,3913	529,51	25,1
Leone Sierra-leonais	1 LEONE	10 571,9556	12803,23	21,1

Sources : Banque de France, AMAO, FMI, BCEAO

Annexe 2 : Commerce intra-UEMOA 2016

					Impo	rtateurs				
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mai	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Г	Bénin		4 540,0	9 923,7	9,0	50 769,2	46 307,5	543,9	17 221,9	129 315,2
l	Burkina	1 433,2		11 550,5	13,0	13 016,2	10 298,9	4 313,7	24 005,0	64 630,5
l	Côte d'Ivoire	24 140,5	294 190,0		1 299,4	282 693,5	26 207,9	75 433,1	125 621,7	829 586,1
l	Guinée-Bissau	0,0	1,3	0,0		573,9	19,7	3 890,2	0,0	4 485,2
S S	Mali	11 175,2	65 957,7	77 250,2	80,8		14 951,5	94 158,8	5 194,9	268 769,1
Exportateurs	Niger	11 172,7	19 276,7	4 494,5	1,9	45 319,1		738,4	10 519,1	91 522,4
器	Sénégal	13 701,7	32 970,1	81 875,2	35 583,6	289 731,8	17 429,5		14 917,0	486 209,0
l	Togo	141 090,0	97 778,0	39 547,8	455,0	36 772,4	49 489,3	6 153,3		371 285,8
l	UEMOA	202 713,2	514 713,9	224 641,9	37 442,6	718 876,1	164 704,4	185 231,4	197 479,6	2 245 803,2

Source : BCEAO

Annexe 3 : Commerce intra-UEMOA 2017

					Impo	rtateurs				
Г		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEM OA
Г	Bénin	0,0	6 560,9	9 137,8	32,3	40 641,7	31 903,7	1 826,7	8 676,1	98 779,2
l	Burkina	2758,7		14 643,6	1,9	18 028,7	12 936,0	7 306,3	13 543,6	69 218,8
l	Côte d'Ivoire	39 378,7	317 464,0		654,9	275 619,6	44 929,8	79 328,1	69 196,9	826 571,9
<u>ب</u>	Guinée-Bissau	279,0	0,0	84,8		79,7	0,0	6 044,7	6,5	6 494,7
둁	Mali	2314,2	58 305,5	56 770,1	309,9		19 481,6	50 494,6	1276,6	188 952,5
Exportateurs	Niger	39 056,6	28 219,9	3 485,1	70,1	69 243,1		3 620,2	3 946,7	147 641,7
<u>家</u>	Sénégal	11 166,7	34 663,4	85 527,5	39 307,6	382 378,5	10 976,8		14 843,5	578 863,9
	Togo	157 633,1	113 821,6	40 680,0	41,1	47 315,1	56 019,1	8 503,6		424 013,5
L	UEMOA	252 587,0	559 035,3	210 328,8	40 417,7	833 306,2	176 246,9	157 124,1	111 490,0	2 340 536,1

Source : BCEAO

Annexe 4 : Importations de produits pétroliers

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Produits pétroliers	943 671,5	959 354,3	956 199,3	778 698,1	637 408,4	856 133,2
Huile brute de pétrole	384 988,3	345 388,9	258 859,6	266 638,6	245 615,0	301 964,8
Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux.	46 851,5	51 916,6	53 764,1	44 815,6	43 296,1	50 313,6
Produits pétroliers raffinés	464 097,0	528 412,4	601 242,0	419 893,1	305 275,3	446 140,2
Houille, Goudron, Brai, Bitumes, Asphalte et autres produits liés	47 734,7	33 636,4	42 333,5	47 350,7	43 222,0	57 714,5

Source : ANSD/BCEAO

Annexe 5 : Importations des autres produits alimentaires

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Autres produits alimentaires	212 671,4	228 409,3	240 441,6	246 150,3	263 177,1	324 541,3
Animaux vivants	399,7	400,4	444,9	1 327,3	679,0	2 520,8
Viandes et abats comestibles	5 900,9	5 242,8	4 451,7	4 975,9	5 875,7	7 530,2
Poissons vivants	4,5	7,2	10,3	13,3	12,7	9,8
Produits halieutiques	7 392,4	7 710,7	7 021,9	11 552,9	11 800,1	20 585,2
Œufs (sans coquille et avec coquille)	2 941,1	2 900,8	3 338,1	4 387,0	7 116,6	8 755,8
Produits non comestibles d'origines animales	192,7	48,0	38,1	49,0	89,8	249,3
Oignons	12 675,8	13 491,0	12 236,3	11 074,7	14 593,2	27 768,3
Autre produits horticoles	12 048,1	10 163,9	12 001,8	14 422,8	12 762,2	19 225,7
Noix et autres fruits à coques secs et ou décortiqués	1 067,2	999,9	1 114,2	1 124,7	1 257,4	1 033,4
Bananes	3 906,7	4 270,7	3 905,5	3 752,4	4 440,1	6 137,0
Agrumes	815,9	940,2	792,7	1 026,9	821,9	1 058,8
Autres fruits comestibles	5 612,3	6 325,1	5 861,0	7 251,9	6 739,9	8 225,9
Café, thé et divers épices	6 119,0	5 697,4	6 345,4	7 695,4	8 185,8	8 631,5
Graines et autres fruits oléagineux	8 609,5	6 632,9	10 295,3	9 160,4	8 640,9	8 140,7
Gommes et autres résines alimentaires	131,7	145,4	202,3	206,3	205,9	218,2
Préparations alimentaires contenant 10 à 50% de cacao	46 678,5	58 261,2	67 536,1	53 503,1	66 047,9	83 884,5
Jus de fruits ou de légumes	5 607,2	6 232,0	5 448,5	7 369,8	11 603,4	12 121,3
Tomates préparés ou en conserves	4 203,4	5 017,5	3 872,2	9 310,0	6 928,2	7 356,0
Préparations alimentaires (soupes, potages, bouillons, etc.)	30 290,4	33 196,2	34 744,3	38 125,2	35 252,1	35 853,6
Autres produits alimentaires n.c.a.	58 074,5	60 725,8	60 781,0	59 821,2	60 124,2	65 235,3

Source : ANSD/BCEAO

Annexe 6 : Importations des autres biens intermédiaires

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Biens intermédiaires	665 099,8	587 254,3	595 440,3	624 474,0	644 891,3	777 186,1
Graisses et huiles	112 030,7	88 882,2	86 037,4	73 272,6	85 146,1	103 606,3
Produits chimiques et des industries parachimiques	126 387,5	63 623,5	75 054,5	89 550,4	92 936,6	106 356,0
Engrais	33 079,7	25 262,6	26 852,3	23 247,5	25 018,6	21 893,8
Tannants, peintures, colorants ou ancres (d'origine animale ou végétale)	12 195,4	13 609,7	12 617,5	14 554,7	14 627,0	16 040,6
Feux d'artifice, allumette et autres articles inflammables similaires	3 127,9	3 006,2	2 208,0	1 865,0	1 965,0	2 689,9
Papiers, films et autres supports impressionnés	993,3	1 111,5	706,8	826,4	1 079,5	812,6
Graphite artificiel et charbons	443,1	584,8	569,0	653,5	1 089,4	872,7
Lessives, insecticides et produits apparentés	30 214,7	30 701,5	32 865,2	33 854,5	36 513,0	38 026,1
Polymères	85 255,1	94 099,7	96 951,7	102 610,7	99 265,2	112 056,6
Caoutchouc, produits similaires et articles à base de caoutchouc	25 821,2	24 892,3	18 507,6	24 500,4	24 240,6	28 931,7
Pierres, céramiques et ouvrages apparentés	23 510,8	25 811,0	28 239,0	26 083,9	29 382,8	35 044,3
Verres, ouvrages et articles en verres	8 281,3	8 545,8	11 188,7	9 903,4	9 956,5	11 959,8
Pierres et métaux précieux (y compris or et platine)	1 517,9	1 590,2	1 262,6	1 402,6	1 600,6	1 432,0
Produits ferreux	166 970,2	168 712,4	156 763,3	176 914,5	176 582,6	235 189,8
Métaux non ferreux et ouvrages associés	35 271,2	36 820,8	45 616,7	45 233,8	45 488,0	62 274,1

Source : ANSD/BCEAO

Annexe 7 : Importations de biens d'équipements

Annexe 7 : importations de biens d'equipements	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Biens d'équipement	655 421,4	685 404,5	652 706,8	848 600,7	856 972,1	974 300,0
Machines et moteurs	319 603,0	331 135,5	305 683,4	420 470,9	397 229,9	432 037,5
Groupe électrogène et machines et moteurs connexes	52 437,8	51 937,0	38 057,2	54 818,7	30 483,3	54 607,9
Pompes et machines connexes	16 333,5	19 311,2	18 231,3	29 745,2	25 641,3	23 827,7
Machines et appareils pour le conditionnement de l'air	5 576,4	6 918,1	7 196,3	5 051,9	6 597,8	8 025,1
Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités.	17 987,9	12 484,8	10 012,5	17 597,4	12 727,9	10 587,7
Machines à trier les minéraux solides;à agglomérer;à former les moules	21 096,6	26 416,5	14 747,8	16 855,1	28 515,3	32 376,1
Bulldozers,angledozers,scrapers,excavateurs,compacte uses,autopropulsés	28 122,0	31 545,6	32 477,0	51 054,7	41 592,6	65 269,3
Parties reconnaissables comme étant destinées aux machines des 8425,8430.	28 237,6	26 793,3	21 459,9	26 069,9	20 675,0	20 158,8
Machines destinées à l'agriculture	5 992,4	5 514,6	4 982,6	6 955,8	20 800,3	7 998,4
Autres Machines et moteurs	143 819,0	150 214,4	158 518,8	212 322,2	210 196,4	209 186,4
Autres appareils	92 962,0	127 680,2	129 466,5	178 436,3	171 856,9	248 343,4
Piles, batteries et autres accumulateurs électriques	5 276,4	5 322,4	5 053,9	4 901,0	5 878,7	7 040,9
Appareils électriques de téléphone	31 939,3	49 931,5	51 869,5	92 321,7	78 548,6	99 534,4
Supports électroniques enregistrés ou non	5 185,7	6 903,8	7 534,0	6 777,4	10 563,5	8 285,3
Appareils d'émission et de réception radiophonique et télévisuel	10 111,9	12 049,8	14 224,1	15 504,0	16 462,2	14 114,9
Appareillage électrique et leurs parties reconnaissables	14 619,1	26 460,5	23 133,8	27 410,6	19 652,0	52 315,1
Fils électrique	12 249,1	14 733,9	,	16 548,2	12 200,4	28 458,8
Autres	13 580,5	12 278,4	15 925,3	14 973,4	28 551,5	38 594,1
Matériels de transport	242 856,3	226 588,9	217 556,9	249 693,5	287 885,2	293 919,2
Matériels de transport par voies ferrées	6 173,7	6 129,7	224,7	301,2	2 487,8	1 605,8
Cadres et conteneurs multimodaux	1 119,9	3 596,7	5 500,7	5 853,3	1 079,2	1 703,3
Tracteurs	14 015,0	13 319,1	11 931,7	26 106,3	26 117,2	33 382,3
Véhicules de transport en commun	16 916,3	8 070,9	16 134,5	13 081,4	42 217,5	4 343,4
Véhicules de tourisme	79 502,2	83 128,1	79 870,7	80 751,4	95 064,8	107 316,6
Véhicules de transport de marchandises	55 117,0	43 235,7	50 932,8	65 704,1	60 062,9	68 209,0
Véhicules automobiles à usages spéciaux	10 713,6	7 056,2	9 465,4	15 596,0	14 213,7	23 434,6
Divers pièce détachées automobiles	12 730,6	14 494,2	12 232,2	14 130,2	17 111,8	12 769,9
Motocycles et bicyclettes	5 666,4	5 049,7	6 145,4	4 609,6	5 308,9	6 159,2
Remorques et semi-remorques ainsi que leurs parties et accessoires	8 448,9	7 525,1	7 745,7	9 524,0	9 074,4	10 757,7
Véhicules aériens et leurs et accessoires	2 046,9	2 570,8	1 153,4	642,6	671,5	2 893,3
Véhicules de transports par eaux, leurs parties et accessoires	29 355,7	31 164,4	2 213,5	10 288,2	10 505,4	13 438,0
Autres	1 050,3	1 248,1	14 006,1	3 105,2	3 970,2	7 906,1

Source : ANSD/BCEAO

Annexe 7 : Importations des autres biens intermédiaires

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Biens intermédiaires	665 099,8	587 254,3	595 440,3	624 474,0	644 891,3	777 186,1
Graisses et huiles	112 030,7	88 882,2	86 037,4	73 272,6	85 146,1	103 606,3
Produits chimiques et des industries parachimiques	126 387,5	63 623,5	75 054,5	89 550,4	92 936,6	106 356,0
Engrais	33 079,7	25 262,6	26 852,3	23 247,5	25 018,6	21 893,8
Tannants, peintures, colorants ou ancres (d'origine animale ou végétale)	12 195,4	13 609,7	12 617,5	14 554,7	14 627,0	16 040,6
Feux d'artifice, allumette et autres articles inflammables similaires	3 127,9	3 006,2	2 208,0	1 865,0	1 965,0	2 689,9
Papiers, films et autres supports impressionnés	993,3	1 111,5	706,8	826,4	1 079,5	812,6
Graphite artificiel et charbons	443,1	584,8	569,0	653,5	1 089,4	872,7
Lessives, insecticides et produits apparentés	30 214,7	30 701,5	32 865,2	33 854,5	36 513,0	38 026,1
Polymères	85 255,1	94 099,7	96 951,7	102 610,7	99 265,2	112 056,6
Caoutchouc, produits similaires et articles à base de caoutchouc	25 821,2	24 892,3	18 507,6	24 500,4	24 240,6	28 931,7
Pierres, céramiques et ouvrages apparentés	23 510,8	25 811,0	28 239,0	26 083,9	29 382,8	35 044,3
Verres, ouvrages et articles en verres	8 281,3	8 545,8	11 188,7	9 903,4	9 956,5	11 959,8
Pierres et métaux précieux (y compris or et platine)	1 517,9	1 590,2	1 262,6	1 402,6	1 600,6	1 432,0
Produits ferreux	166 970,2	168 712,4	156 763,3	176 914,5	176 582,6	235 189,8
Métaux non ferreux et ouvrages associés	35 271,2	36 820,8	45 616,7	45 233,8	45 488,0	62 274,1

Source : ANSD/BCEAO

Annexe 8 : Présentation détaillée des exportations (Commerce général FOB)

Annexe o . Fresentation detainee des exportations	1001111110100	gonoran						
	2012	2013	2014	2015	2016	2017		
Total commerce général FOB non ajusté	1 057 675,6	1 060 661,4	1 105 048,6	1 303 540,1	1 286 508,3	1 436 726,5		
Produits arachidiers	20 868,6	33 546,0	29 207,9	86 545,2	75 741,8	65 418,5		
Huile brute	13 873,2	18 252,4	20 783,7	38 952,5	15 215,5	16 607,1		
Tourteaux	146,2	4 160,2	3 659,8	1 640,6	559,0	417,7		
Graines	6 849,1	11 133,4	4 764,4	45 952,1	59 967,3	48 393,7		
Phosphates	8 066,8	9 134,8	17 940,7	34 034,9	18 587,4	18 447,4		
Produits halieutiques	134 532,6	155 268,5	191 974,4	203 095,9	217 903,2	236 356,9		
Produits Frais	29 713,2	28 186,0	33 851,0	31 667,1	34 998,1	33 603,6		
Produits congelés	102 997,8	120 496,2	149 416,6	162 451,4	176 837,0	194 245,8		
Conserves	280,2	5 385,4	6 912,9	6 809,6	3 335,4	6 085,3		
Produits transformés	1 541,4	1 201,0	1 793,8	2 167,8	2 732,7	2 422,1		
Sel	8 869,0	9 191,7	8 378,7	11 602,3	10 957,0	8 682,0		
Coton	10 990,4	11 622,9	11 257,9	9 074,4	8 598,3	6 523,9		
Produits horticoles	25 435,0	43 994,3	47 642,9	44 758,2	51 246,2	62 873,9		
Légumes	14 016,1	27 978,1	29 838,5	28 946,1	31 157,7	40 089,3		
Fruits	11 418,9	16 016,1	17 804,4	15 812,1	20 088,5	22 784,6		
Produits pétroliers	184 006,0	217 316,4	227 743,6	211 954,9	161 364,0	242 944,5		
Produits chimiques des ICS	144 117,1	87 413,5	67 022,5	100 264,0	125 741,9	114 909,1		
Engrais solides	3 764,5	5 668,2	15 716,8	6 218,0	10 191,3	18 935,3		
Acide phosphorique	140 352,6	81 745,3	51 305,7	94 046,0	115 550,6	95 973,9		
Ciment	111 908,9	81 839,1	91 728,2	104 901,3	122 799,1	117 743,3		
Produits alimentaires	122 541,6	154 027,8	139 063,7	170 983,7	149 605,2	171 211,8		
Bétail et viande	253,2	708,4	330,4	232,6	429,2	945,6		
Produits laitiers	12 032,1	20 055,7	8 173,7	8 182,5	4 874,6	3 847,8		
Céréales et autres graines	28 009,6	28 311,7	26 435,5	35 693,7	34 422,2	26 143,9		
dont Riz	21 531,2	18 322,4	20 411,4	22 480,3	27 024,6	18 410,9		
Graisses et huiles alimentaires	3 599,2	3 072,9	4 458,5	10 164,3	5 456,6	6 046,1		
Produits alimentaires transformés	73 819,8	96 256,8	92 865,9	107 896,0	97 824,8	128 519,4		
dont bouillons préparés	44 285,5	60 760,8	58 315,0	64 013,4	62 911,3	72 434,2		
Autres produits et déchets alimentaires	4 827,6	5 622,3	6 799,7	8 814,7	6 597,9	5 709,0		
Boissons et tabac	46 546,6	65 787,4	67 611,0	77 859,0	69 008,4	65 917,4		
Boissons	2 014,3	2 403,4	2 031,7	2 502,3	1 892,3	3 155,1		
Tabacs	44 532,3	63 384,0	65 579,3	75 356,7	67 116,1	62 762,3		
Produits miniers (zircon et titane)	17 456,9	15 183,5	34 733,5	97 949,6	81 608,9	105 553,3		
Or non monétaires	222 336,3	176 335,5	170 743,6	150 516,6	193 346,9	220 144,4		

Source : ANSD/BCEAO



La confection de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des textes réglementant les relations financières extérieures desdits Etats. Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales. La version actuelle de ce dispositif s'appuie sur un cadre de collecte de données et des applicatifs informatiques mis en place depuis 1996.

Avec l'adoption par le FMI, de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale, dont l'entrée en vigueur est prévue au plus tard en 2012, une note d'orientation décrivant les principaux changements à apporter au dispositif régional a été élaboré en octobre 2010. Les révisions visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte du dispositif implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur les applications informatiques (BPT et BPR).

Outre la prise en compte des changements introduits par la 6ème édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI, la refonte vise également l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activité des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales comme la Bourse Régionale de Valeur Mobilière (BRVM) ou le Conseil Régional de l'Epargne Publique et du Marché Financier (CREPMF), ainsi que des transactions des institutions sous-régionales (BCEAO, BOAD, Commission UEMOA, etc.) avec des entités non-résidentes de l'Union.

I. INNOVATIONS APPORTEES PAR LA SIXIEME EDITION DU MANUEL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

L'élaboration du nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise d'une part, à prendre en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales, et d'autre part, à renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des progrès méthodologiques au cours des années récentes.

Ainsi, bien que le cadre de référence soit resté inchangé par rapport à la 5^{ème} édition (MBP5)¹, le nouveau Manuel apporte plus de clarifications et des modifications à certains concepts et définitions, en vue de tenir compte des développements enregistrés par l'économie mondiale, après la parution du MBP5. Ces évolutions concernent notamment :

■ la mondialisation, dont l'une des principales implications est l'accroissement massif des flux de capitaux privés et de la main d'œuvre ;

¹ En particulier, les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus dans la nouvelle édition.

■ les innovations financières et technologiques (développement des dérivés financiers, des services à distance via-internet, etc.), l'intégration économique et monétaire, qui en plus des zones existantes (UEMOA, CEMAC, etc.) a été marquée notamment par l'avènement de nouvelles zones, telles que le COMESA, la SADC et, en particulier, la mise en circulation de l'euro comme monnaie commune des pays membres de l'Union Européenne, qui a fortement influé sur l'évolution des échanges mondiaux.

La 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année, et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5. Il s'agit notamment du manuel de statistiques monétaires et financières (2000), du supplément au MBP5 sur les dérivés financiers (2000), du manuel sur les réserves internationales et liquidité internationale : directives de déclaration des données (2001), du manuel des statistiques du commerce international des services (2002) et des Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs (2003).

Par ailleurs, le MBP6 met désormais davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6^{ème} édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits. L'approche bilantielle, qui examine en quoi les faiblesses du bilan financier liées à l'échéance, à la devise, à la structure financière, à la solvabilité et à la dépendance contribuent à la vulnérabilité macrofinancière, renforce la qualité de l'analyse de la vulnérabilité et de la viabilité extérieure d'une économie.

La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes type et des principes d'élaboration.

1.1. Aspects conceptuels

Les principes de base, tels que l'enregistrement en partie double, la chronologie, le prix d'évaluation et le changement de propriété demeurent inchangés. Toutefois, le MBP6 apporte des clarifications dans la définition de plusieurs concepts déjà développés dans la 5^{ème} édition. Il s'agit notamment des notions de « territoire économique », de « résidence », de « transactions » et de « financement exceptionnel ».

Territoire économique: Le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sontconsidérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

- Résidence: La résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique **prédominant** ». Le nouveau Manuel n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « **prédominant** » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires. Les critères de résidence sont mieux spécifiés pour les individus mobiles, dont la définition de la résidence avait été laissée à l'appréciation des pays dans la 5ème édition.
- *Transactions :* Les transactions enregistrées dans la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant en accord réciproque impliquant un échange de valeurs ou un transfert. La 5^{ème} édition du Manuel avait retenu comme définition de la transaction « un flux économique découlant de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique ».

Il résulte de la nouvelle définition que l'accumulation d'arriérés de paiement extérieurs et les transferts des migrants² ne sont plus classés dans les transactions au sens strict du terme. Les variations d'actifs et de passifs financiers résultant du changement de résidence des individus (particuliers et ménages) sont reclassées dans la position extérieure globale et non plus dans la balance des paiements.

1.2. Composantes type du MBP6

Tenant compte de ces modifications, la structure de la balance des paiements selon l'optique du MBP6 se présente comme suit.

Encadré 1 : Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements

Compte des transactions courantes

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (anciennement compte « revenu »)

Compte du revenu secondaire (anciennement « transferts courants»)

Compte de capital

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

Compte financier (anciennement compte d'opérations financières)

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5)

Autres investissements

Avoirs de réserve

² Il s'agit des mouvements d'effets personnels à l'occasion des déplacements des migrants. Ils sont désormais enregistrés dans les « Autres flux » au niveau de la position extérieure globale.

1.3. Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents.

Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques, comme indiqué ci-après :

	Transactions BDP					
		Crédit	Débit			
	Compte courant					
	- biens et services					
	- revenu primaire					
	- revenu secondaire					
	Compte de capital					
	- acquisition/cession					
	d'actifs non produits					
	- transfert en capital					
Ouverture PEG	Compte financier			Compte de	s autres flux	Clôture PEG
Actifs	Actifs					Actifs
- investissement direct	- investissement direct					- investissement direct
investissement de portefeuille	- investissement de porte	feuille				- investissement de portefeuil
produits financiers dérivés	- produits financiers dériv	és				- produits financiers dérivés
- autres investissements	- autres investissements				Autres	- autres investissements
- avoirs de réserve	- avoirs de réserve			Réévaluation	changements	- avoirs de réserve
Passifs	Passifs				Changements	Passifs
- investissement direct	- investissement direct					- investissement direct
- investissement de portefeuille	- investissement de porte	feuille				- investissement de portefeuil
- produits financiers dérivés	- produits financiers dériv	és				- produits financiers dérivés
- autres investissements	- autres investissements					- autres investissements
	Erreurs et omissions					

1.4. Principe d'élaboration de la balance des paiements pour les Unions monétaires

Le MBP6 consacre un chapitre spécifique au traitement des unions monétaires. Il fait la distinction entre l'union monétaire centralisée (cas de l'UMOA) et l'union monétaire décentralisée (cas de la Zone euro). Les questions institutionnelles et juridiques ont été examinées de manière à présenter la spécificité de chaque union. En particulier, dans l'union monétaire centralisée, les banques centrales nationales sont des succursales de la banque centrale régionale qui détient et gère les réserves de change. Dans l'union monétaire décentralisée, les banques centrales nationales sont les propriétaires de la banque centrale régionale. Elles détiennent une part importante des devises.

Les principes édictés dans le Manuel, relatifs à l'enregistrement des opérations spécifiques aux unions, sont en adéquation avec ceux en cours dans l'UMOA. En particulier, il en est ainsi du traitement des opérations du Siège de la BCEAO, des Directions Nationales et des autres organisations communautaires.

II. PRISE EN COMPTE DES CORRECTIONS SPECIFIQUES AU DISPOSITIF SOUS-REGIONAL

Outre les changements induits par l'introduction de la sixième édition du Manuel du FMI, la refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union vise également l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données. Les principales modifications apportées dans ce cadre se présentent comme ci-après :

- Classification sectorielle plus détaillées : Elle vise à assurer l'analyse des composantes de la balance des paiements par branche d'activité. A titre d'illustration, avec le dispositif actuellement en vigueur, il n'est pas possible de ventiler les investissements étrangers émis ou reçus entre les différentes branches de l'économie. Les nouveaux questionnaires prévoient la déclaration du secteur principal d'activité, conformément à la nomenclature de Classification Internationale Type par Industrie (CITI). Avec la nouvelle application informatique « BPT », il sera possible, au delà de la classification par secteurs institutionnels³, d'éditer les données selon les branches d'activité ;
- Ventilation géographique des données : Dans l'ancien dispositif, seules trois zones géographiques à savoir la France, l'UMOA et les autres pays sont retenues sur les questionnaires de balance des paiements et dans l'application « BPT ». Ainsi, à l'exception du commerce extérieur dont le détail de l'orientation géographique est fourni par les statistiques douanières, les informations sur les transactions extérieures des pays de l'Union ne peuvent pas être ventilées selon les partenaires bilatéraux autres que la France. Cette répartition géographique ne semble plus appropriée au regard des évolutions récentes des échanges extérieurs et des mouvements de capitaux étrangers dans les pays de l'UEMOA, marquées par une présence en progression constante des pays émergents d'Asie, d'Amérique latine, mais également des autres pays africains.

³ Il s'agit de : « Banque centrale », « autres institutions de dépôts », « administration publique » et « autres secteurs » (composés des « autres sociétés financières » et des « sociétés non-financières, des ménages et des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) »).

Elle constitue également une contrainte à la confection de balances des paiements bilatérales, utiles pour les analyses et la définition des politiques économiques. A l'issue des échanges avec les différentes personnes ressources, il a été estimé que la prise en compte de cette recommandation pourrait alourdir le dispositif, notamment au niveau des questionnaires. En conséquence, les trois zones géographiques ont été maintenues. Pour pallier les insuffisances susmentionnées, à l'instar de ce qui est fait pour le commerce extérieur, il est retenu un cadre parallèle de suivi de la ventilation géographique des échanges extérieurs pour les composantes les plus importantes, notamment les investissements directs étrangers⁴, l'aide publique au développement⁵ et les envois de fonds des migrants⁶. Toutefois, la France est remplacée par la Zone Euro, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA, depuis la création de l'euro en 1999 ;

- Cadre d'analyse de la prise en compte des données de certaines institutions régionales comme la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) ou la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) dans le dispositif de collecte et de compilation. Le nouveau cadre de collecte prévoit des états de dépouillement pour la collecte des transactions de ces structures avec les résidents des pays de l'Union. Par ailleurs, comme indiqué plus haut, des questionnaires seront également adressés par le Siège de la BCEAO aux institutions sous-régionales (résidentes de l'Union mais résidentes des pays membres) pour le suivi de leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, à des fins de production de la balance des paiements régionale;
- Suivi des données sur les actifs et passifs du compte financier : Pour les données sur les actifs et passifs financiers, le nouveau dispositif prévoit la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la Position Extérieure Globale (PEG) d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification. Les flux nets des rubriques du compte financier de la balance des paiements sont calculés en faisant la différence entre le stock de fin de période et le stock de début de période, ainsi qu'une déduction des « autres flux », constitués des réévaluations de stocks et des autres changements de volume, qui ne sont pas pris en compte en balance des paiements.

⁴ Pour les investissements directs étrangers, le formulaire complémentaire joint au questionnaire balance des paiements permet de collecter les données sur les positions de début et de fin de période par pays partenaire depuis 2010.

⁵ Les données sur les mobilisations d'appuis financiers extérieurs des Etats par partenaires peuvent être exploitées à cet effet.

⁶ Le dispositif de collecte de données sur les transferts électroniques de fonds constitue une source pour l'évaluation des envois de fonds des travailleurs par pays partenaires. En outre, l'enquête actuellement en cours sur ce sujet permettra d'améliorer la qualité de l'analyse de la ventilation géographique de ces flux.

III. IMPLICATIONS SUR LE DISPOSITIF SOUS-REGIONAL

Le nouveau dispositif est élaboré en prenant en compte les différentes innovations décrites ci-dessus. Sa confection consacre une révision fondamentale du champ de couverture de l'enquête, des supports de collecte et des applications informatiques dédiées au traitement des données.

Au total, 90 supports de collecte sont retenus pour l'enquête annuelle de la balance des paiements, contre 54 dans l'ancien. Ces supports comprennent des questionnaires destinés aux entités résidentes des pays membres, des états de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions régionales avec les résidents des pays membres et des questionnaires à adresser aux institutions de l'UEMOA, pour leurs transactions avec les non-résidents de l'Union.

3.1. Enquêtes conduites par les Directions Nationales de la BCEAO

La liste des questionnaires administrés aux entités résidentes par les Directions Nationales est désormais plus détaillée, avec l'éclatement de certaines catégories comme les «Entreprises Commerciales et Industrielles (ECI) », pour permettre un suivi par secteur d'activité de la Classification Internationale Type par Industrie (CITI). Sur cette base, le nombre de questionnaires pour les enquêtes dans les Directions Nationales est ressorti à 58 contre 43 précédemment, soit 15 nouvelles créations.

Les questionnaires sont accompagnés d'une notice technique, donnant des définitions détaillées sur les rubriques, pour faciliter leur exploitation par les répondants. Dans ce cadre, un tableau de passage des rubriques du SYSCOA à celles du MBP6 est également joint aux questionnaires des sociétés non financières.

Par ailleurs, conformément à la démarche adoptée à compter de 2009, les questionnaires balance des paiements destinés aux entreprises relevant des secteurs des « Etablissements de dépôts autres que la banque centrale », des « Autres sociétés financières » et des « Sociétés non financières » sont accompagnés d'un formulaire complémentaire sur les investissements directs. Ce document, qui permet jusqu'ici la collecte des données sur les fonds propres a été complété pour permettre le suivi des instruments de dette. Les données collectées à l'aide de ce support sont dépouillées et transmises au Siège dans le cadre des contributions aux travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA. Ces renseignements permettent également d'affiner l'analyse des investissements étrangers à l'aide des détails sur la ventilation géographique et sectorielle des données.

3.2. Collecte des données relatives aux transactions des institutions sous-régionales et régionales avec les pays membres de l'Union

En plus des questionnaires administrés localement pour appréhender les transactions des résidents avec les non-résidents, le dispositif prévoit les états de dépouillement qui permettent de collecter des données sur les transactions réalisées avec les institutions sous-régionales. Dans chaque cas, un support est prévu pour le pays de l'Union qui accueille le Siège de l'Institution concernée et un support pour les autres pays membres.

En vue d'assurer une meilleure couverture de ces transactions, la note d'orientation du processus de refonte a suggéré de compléter le dispositif pour prendre en compte les données de certaines institutions régionales comme la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE), dans le dispositif de collecte et de compilation. Le nombre d'états de dépouillement passe ainsi de 11 précédemment à 23 dans le nouveau dispositif.

3.3. Suivi des transactions des institutions résidentes de l'Union avec les non-résidents

Le cadre de production de la balance régionale a été renforcé, avec l'élargissement du champ de collecte des données aux transactions des institutions sous-régionales avec les non-résidents. Cette innovation se justifie notamment par l'intérêt qu'accorde la 6ème édition au suivi des regroupements régionaux, en ligne avec le développement des Unions économiques et monétaires. Elle traduit également les dispositions du nouveau Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1er octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, qui imputent explicitement à la BCEAO, la charge de la production de la balance des paiements régionale.

Pour ces raisons, le nouveau dispositif a prévu l'envoi par le Siège de la BCEAO, de questionnaires aux institutions sous-régionales (résidentes de l'Union, mais non-résidentes des pays membres), pour le suivi de leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, à des fins de production de la balance des paiements régionale. Il est retenu au total 9 questionnaires pour les institutions sous-régionales. A l'instar des états de dépouillements, ces questionnaires seront administrés par les Directions Nationales des pays qui abritent les Sièges des institutions concernées et acheminés aux Siège de la BCEAO pour prise en compte.

3.4. Déploiement du nouveau dispositif

Une nouvelle application informatique « BPT » dédiée au traitement des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale a été développée au sein de la BCEAO, en vue notamment de prendre en compte les modifications apportées sur le champ de couverture et la structure des supports de collecte.

				2016			2017	
	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq.	Débit / Acc. nets de	Solde	Crédit / Acq.	Débit / Acc. nets de	Solde
		·	nettes d'actifs	passifs		nettes d'actifs	passifs	
1 1.A	100000_1_B_N_N_E 011000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes Biens et services	3 939 768,6 2 424 677,0	4 412 233,1 3 662 127,7	-472 464,5 -1 237 450,7		5 182 620,9 4 354 589,0	-887 164,2 -1 688 396,0
1.A.a	110000 1 B N N E	Biens	1 703 482,6	2 868 174,1	-1 164 691,5		3 476 834,0	
1.A.a.1	111000_1_B_N_N_E	Marchandises générales, base balance des	1 485 488,6	2 867 544,6	-1 382 056,0			-1 816 853,3
1.A.a.1.1	11100z_1_B_N_N_E	Dont : Réexportations	4 871,2	0,0	4 871,2	5 187,8	0,0	5 187,8
1.A.a.2	112000_1_B_N_N_E	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	1 567,7	0,0	1 567,7	2 022,4	0,0	2 022,4
1.A.a.2.1	112100_1_B_N_N_E	négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2.2	112200_1_B_N_N_E	Biens vendus dans le cadre du négoce international	1 567,7	0,0	1 567,7	2 022,4	0,0	2 022,4
1.A.a.3	113000_1_B_N_N_E	Or non monétaire	216 426,3	629,5	215 796,8	246 566,8	715,2	245 851,6
1.A.b	120000_1_B_N_N_E	Services	721 194,4	793 953,6	-72 759,2	758 338,3	877 754,9	-119 416,7
1.A.b.1	121000_1_B_N_N_E	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	955,8	159,8	796,0	1 026,7	341,2	685,5
1.A.b.1.1	121100_1_B_N_N_E	Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.) Biens destinés à transformation à	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.1.2	121200_1_B_N_N_E	l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	955,8	159,8	796,0	1 026,7	341,2	685,5
1.A.b.2	122000_1_B_N_N_E	Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	7 621,4	5 116,1	2 505,3	8 118,3	5 247,1	2 871,2
1.A.b.3	123000_1_B_N_N_E	Transport	75 724,4	403 879,6	-328 155,2	79 370,2	469 760,3	-390 390,1
1.A.b.3.0	123100_1_B_N_N_E	Pour tous les modes de transports	75 385,5	403 703,6	-328 318,1	79 031,3	469 584,3	-390 553,0
1.A.b.3.0.1	123100_1_B_N_N_E	Voyageurs	29 161,1	77 073,3	-47 912,2	28 761,4	81 890,4	-53 129,0
1.A.3.0.1.1	123110_1_B_N_N_E	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	958,9	0,0	958,9	925,5	0,0	925,5
1.A.b.3.0.2	12311z 1 B N N E	Fret	30 266,7	318 196,0	-287 929,3	33 450,5	379 130,5	-345 680,0
1.A.b.3.0.3	123120_1_B_N_N_E	Autres	15 957,7	8 434,3	7 523,4	16 819,4	8 563,4	8 256,0
1.A.b.3.1	123130_1_B_N_N_E	Transports maritimes	9 280,1	305 086,2	-295 806,1	9 660,9	363 372,9	-353 712,0
1.A.b.3.1.1	123200_1_B_N_N_E	Voyageurs	255,2	0,0	255,2	1 584,0	0,0	1 584,0
1.A.b.3.1.1.1	1 123210_1_B_N_N_E	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.2	12321z_1_B_N_N_E	Fret	506,0	305 086,2	-304 580,2	1 325,6	363 372,9	-362 047,3
1.A.b.3.1.3	123220_1_B_N_N_E	Autres	8 518,9	0,0	8 518,9	6 751,3	0,0	6 751,3
1.A.b.3.2	123230_1_B_N_N_E	Transports aériens	27 569,4	76 789,4	-49 220,0	27 017,2	78 799,0	-51 781,8
1.A.b.3.2.1	123300_1_B_N_N_E	Voyageurs	22 324,9	66 337,4	-44 012,5	21 711,0	67 964,7	-46 253,7
1.A.b.3.2.1.1	1 123310_1_B_N_N_E	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.2	12331z 1 B N N E	Fret	1 600,9	7 091,9	-5 491,0	1 577,0	7 322,4	-5 745,4
1.A.b.3.2.3	123320_1_B_N_N_E	Autres	3 643,6	3 360,1	283,5	3 729,2	3 512,0	217,2
1.A.b.3.3	123330_1_B_N_N_E	Autres modes de transport	38 536,0	21 828,0	16 708,0	42 353,2	27 412,3	14 940,9
1.A.b.3.3.1	123400_1_B_N_N_E	Voyageurs	6 581,0	10 735,9	-4 154,9	5 466,4	13 925,7	-8 459,3
1.A.b.3.3.1.1	1 123410_1_B_N_N_E	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	958,9	0,0	958,9	925,5	0,0	925,5
1.A.b.3.3.2	12341z 1 B N N E	Fret	28 159,8	6 017,9	22 141,9	30 547,9	8 435,2	22 112,7
1.A.b.3.3.3	123420_1_B_N_N_E	Autres	3 795,2	5 074,2	-1 279,0	6 338,9	5 051,4	1 287,5
1.A.b.3.4	123430_1_B_N_N_E	Services postaux et services de messagerie	338,9	176,0	162,9	338,9	176,0	162,9
1.A.b.4	124000_1_B_N_N_E	Voyages	230 933,8	86 829,7	144 104,1	243 926,8	89 704,7	154 222,1
1.A.b.4.1	124100_1_B_N_N_E	À titre professionnel	46 227,4	42 054,9	4 172,5	48 594,2	43 123,1	5 471,1
1.A.b.4.1.1	124110_1_B_N_N_E	Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.1.2	124120 1 B N N E	travailleurs à temps limité Autres	46 227,4	42 054,9	4 172,5	48 594.2	43 123,1	5 471,1
1.A.b.4.2	124200_1_B_N_N_E	À titre personnel	184 706,4	44 774,8	139 931,6	195 332,6	46 581,6	148 751,0
1.A.b.4.2.1	124210_1_B_N_N_E	Santé	3 294,5	6 302,0	-3 007,5	3 443,4	6 462,1	-3 018,7
1.A.b.4.2.2	124220_1_B_N_N_E	Éducation	15 141,8	21 111,7	-5 969,9	16 132,1	22 193,5	-6 061,4
1.A.b.4.2.3	124230_1_B_N_N_E	Autres	166 270,1	17 361,1	148 909,0	175 757,1	17 926,0	157 831,1
1.A.b.4.0	124000_1_B_N_N_E	Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	0,0	0,0	0,0	29 772,0	0,0	29 772,0
1.A.b.4.0.1	124011_1_B_N_N_E	Biens	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.2	124021_1_B_N_N_E	Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.3 1.A.b.4.0.4	124031_1_B_N_N_E 124041 1 B N N E	Services d'hébergement Services de restauration	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	29 772,0 0,0	0,0 0,0	29 772,0 0,0
1.A.b.4.0.5	124051 1 B N N E	Autres services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	1 124z51_1_B_N_N_E	Services de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.2	2 124y51_1_B_N_N_E	Services d?éducation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.5	125000_1_B_N_N_E	Travaux de construction	34 932,6	25 458,9	9 473,7	43 446,8	26 388,1	17 058,7
1.A.b.5.1	125100_1_B_N_N_E	Travaux de construction réalisés à l'étranger	29 702,4	0,0	29 702,4	28 253,8	0,0	28 253,8
1.A.b.5.2	125200_1_B_N_N_E	Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	5 230,2	25 458,9	-20 228,7	15 193,0	26 388,1	-11 195,1
1.A.b.6	126000_1_B_N_N_E	Services d'assurance et de retraite	8 171,6	70 224,5	-62 052,9	8 977,2	72 749,7	-63 772,5
1.A.b.6.1	126100_1_B_N_N_E	Assurance directe	3 987,9	65 766,9	-61 779,0	4 152,4	68 110,8	-63 958,4
1.A.b.6.2	126200_1_B_N_N_E	Réassurance Services auxiliaires d'assurance	3 551,0	3 259,8	291,2	3 641,2	3 408,4	232,7
1.A.b.6.3	126300_1_B_N_N_E	Services auxiliaires d'assurance	1,0	785,5	-784,5	542,3	814,2	-271,9
1.A.b.6.4	126400_1_B_N_N_E	standardisée	631,7	412,3	219,4	641,3	416,2	225,1

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
1.A.b.7	127000_1_B_N_N_E	Services financiers Services financiers explicitement	7 086,3	7 789,4	-703,1	7 812,6	8 460,1	-647,5
1.A.b.7.1	127100_1_B_N_N_E	facturés et autres	7 086,3	7 789,4	-703,1	7 812,6	8 460,1	-647,5
1.A.b.7.2	127200_1_B_N_N_E	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.8	128000_1_B_N_N_E	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	2 725,2	4 525,1	-1 799,9	2 870,3	4 740,3	-1 870,0
1.A.b.9	129000_1_B_N_N_E	Services de télécommunications, d'informatique et d'information	150 353,4	85 214,2	65 139,2	152 937,5	90 686,3	62 251,2
1.A.b.9.1	129100_1_B_N_N_E	Services de télécommunications	139 605,0	67 232,9 8 945,3	72 372,1	141 735,4	71 421,5	70 313,9
1.A.b.9.2 1.A.b.9.3	129200_1_B_N_N_E 129300 1 B N N E	Services d'informatique Services d'information	6 047,6 4 700,8	9 036,0	-2 897,7 -4 335,2	6 238,1 4 964,0	9 674,9 9 589,9	-3 436,8 -4 625,9
1.A.b.10	12A000_1_B_N_N_E	Autres services aux entreprises	104 947,3	77 881,5	27 065,8	106 429,1	83 979,5	22 449,6
1.A.b.10.1	12A100_1_B_N_N_E	Services de recherche- développement	168,5	8 382,7	-8 214,2	171,5	10 855,3	-10 683,8
1.A.b.10.2	12A200_1_B_N_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion	92 200,2	50 688,7	41 511,5	93 237,5	53 083,7	40 153,7
1.A.b.10.3	12A300_1_B_N_N_E	Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	12 578,6	18 810,1	-6 231,5	13 020,1	20 040,5	-7 020,4
1.A.b.11	12B000_1_B_N_N_E	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1 402,2	0,0	1 402,2	2 062,6	0,0	2 062,6
1.A.b.11.1	12B100_1_B_N_N_E	Services audio-visuels et connexes	1 334,2	0,0	1 334,2	1 935,0	0,0	1 935,0
1.A.b.11.2	12B200_1_B_N_N_E	Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	68,0	0,0	68,0	127,6	0,0	127,6
1.A.b.12	12C000_1_B_N_N_E	publiques non inclus ailleurs	96 340,4	26 874,8	69 465,6	101 360,1	25 697,7	75 662,4
1.A.b.0.1	12D000_1_B_N_N_E	Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B	130000_1_B_N_AL_E	Revenu primaire	180 877,0	476 260,4	-295 383,4	194 399,9	535 362,6	-340 962,7
1.B.1 1.B.2	131000_1_B_N_AL_E 300000 3 B N AL E	Rémunération des salariés Revenus des investissements	69 859,2 105 936,6	14 083,0 462 040,2	55 776,2 -356 103,6	73 718,6 115 405,1	14 563,9 520 640,1	59 154,7 -405 235,0
1.B.2.1	310000_3_B_N_AL_E	Investissements directs	79 617,9	225 497,4	-145 879,5	73 199,1	248 442,6	-175 243,5
1.B.2.1.1	310000_3E_B_N_AL_E	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	61 360,9	207 598,7	-146 237,8	56 469,8	226 412,5	-169 942,7
1.B.2.1.1.1	310000_3D_B_N_AL_E	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés Investisseur direct dans des	60 054,9	179 245,6	-119 190,7	54 756,3	194 510,1	-139 753,8
1.B.2.1.1.1.1	311110_3D_B_N_AL_E	entreprises d'investissement direct Entreprises d'investissement	59 586,8	168 905,0	-109 318,2	54 025,2	183 090,5	-129 065,3
1.B.2.1.1.1.2	2 311120_3D_B_N_AL_E	direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	203,7	2 848,2	-2 644,5	415,2	3 165,3	-2 750,1
1.B.2.1.1.1.3	3 311130_3D_B_N_AL_E	Entre entreprises soeurs	264,4	7 492,4	-7 228,0	315,9	8 254,3	-7 938,4
	^{3.} 311131_3D_B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	^{3.} 311132_3D_B_N_AL_E	est le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3 3	^{3.} 311133_3D_B_N_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-	310000_3R_B_N_AL_E	Bénéfices réinvestis	1 306,0	28 353,1	-27 047,1	1 713,5	31 902,4	-30 188,9
1.B.2.1.1.2.1	. 310000_3T_B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2.1 1	31100z_3_B_N_AL_E	Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2	310000_3I_B_N_AL_E	Intérêts Investisseur direct dans des	18 257,0	17 898,7	358,3	16 729,3	22 030,1	-5 300,8
1.B.2.1.2.1	312100_3I_B_N_AL_E	entreprises d'investissement direct Entreprises d'investissement	17 281,0	15 424,1	1 856,9	15 701,7	19 098,5	-3 396,8
1.B.2.1.2.2	312200_3I_B_N_AL_E	direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	16,0	-16,0	0,0	16,0	-16,0
	312300_3I_B_N_AL_E	Entre entreprises soeurs si le contrôle ultime est détenu	976,0	2 458,6	-1 482,6	1 027,6	2 915,6	-1 888,0
1.B.2.1.2.3.1	312310_3I_B_N_AL_E	par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.2	2 312320_3I_B_N_AL_E	si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident si le détenteur du contrôle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.3	3 312330_3I_B_N_AL_E	ultime est inconnu Pour mémoire: Intérêts avant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2M	310000_3F_B_N_AL_E	services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2	320000_3_B_N_AL_E	Investissements de portefeuille Revenu des investissements sur	17 267,2	113 813,5	-96 546,3	33 498,5	116 022,7	-82 524,2
1.B.2.2.1	320000_3E_B_N_AL_E	titres de participation et parts de fonds de placement	2 904,2	56 608,3	-53 704,1	3 161,9	59 752,3	-56 590,4
1.B.2.2.1.1	321100_3D_B_N_AL_E	participation hors parts de fonds de placement	2 295,2	55 398,1	-53 102,9	2 505,3	58 395,1	-55 889,8
1.B.2.2.1.2	321200_3P_B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	609,0	1 210,2	-601,2	656,6	1 357,2	-700,6
	321200_3D_B_N_AL_E	Dividendes	347,0	0,0	347,0	375,1	0,0	375,1
	2 321200_3R_B_N_AL_E	Bénéfices réinvestis	262,0	1 210,2	-948,2	281,5	1 357,2	-1 075,7
1.B.2.2.2 1.B.2.2.2.1	320000_3I_B_N_AL_E 320000_3I_B_N_ST_E	Intérêts À court terme	14 363,0 2 487,3	57 205,2 9 939,3	-42 842,2 -7 452,0	30 336,6 10 160,0	56 270,4 9 107,4	-25 933,8 1 052,6
1.B.2.2.2.2	320000_3I_B_N_LT_E	À long terme	11 875,7	47 265,9	-35 390,2	20 176,6	47 163,0	-26 986,4
1.B.2.3	340000_3_B_N_AL_E	Autres investissements	9 051,5	122 729,3	-113 677,8	8 707,5	156 174,8	-147 467,3
1.B.2.3.1	340000_3D_B_N_AL_E	Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.2	340000_3I_B_N_AL_E	Intérêts	9 051,5	122 729,3	-113 677,8	8 707,5	156 174,8	-147 467,3
1.B.2.3.2M	340000_3F_B_N_AL_E	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
		mesurés						

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
1.B.2.3.3	340000_3P_B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d? assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4	350000_3_B_N_AL_E	Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.1	350000_3E_B_N_AL_E	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2	350000_3I_B_N_AL_E	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2M	350000_3F_B_N_AL_E	Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.3	132000 1 B N AL E	mesurés (SIFIM) Autre revenu primaire	5 081,2	137,2	4 944,0	5 276,2	158,6	5 117,6
1.B.3.1	132100_1_B_N_AL_E	Taxes sur la production et importations	4 128,0	0,0	4 128,0	4 232,4	0,0	4 232,4
1.B.3.2 1.B.3.3	132200_1_B_N_AL_E 132300_1_B_N_AL_E	Subventions à la production Loyers	0,0 953,2	0,0 137,2	0,0 816,0	0,0 1 043,8	0,0 158,6	0,0 885,2
1.C	140000_2_B_AL_AL_E	Revenu secondaire	1 334 214,6	273 845,0	1 060 369,6	1 434 863,7	292 669,3	1 142 194,4
1.C.1	140000_2_B_GG_AL_E	Administrations publiques Impôts courants sur le revenu, le	39 922,7	8 736,2	31 186,5	65 898,0	20 576,5	45 321,5
1.C.1.1	141000_2_B_GG_AL_E	patrimoine, etc.	103,2	0,0	103,2	10 215,6	0,0	10 215,6
1.C.1.1.1	14100z_2_B_GG_AL_E	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2	142000_2_B_GG_AL_E	Cotisations sociales	424,8	1 097,2	-672,4	122,0	8 603,8	-8 481,8
1.C.1.2.1	14200z_2_B_GG_AL_E	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.C.1.3	143000_2_B_GG_AL_E	Prestations Sociales (Débit)	0,0	1 812,0	-1 812,0	0,0	1 904,5	-1 904,5
1.C.1.4	144000_2_B_GG_AL_E	Coopération internationale courante Transferts courants divers des	32 807,1	5 827,0	26 980,1	48 542,0	10 068,2	38 473,8
1.C.1.5 1.C.1.5.1	145000_2_B_GG_AL_E 14500z_2_B_GG_AL_E	administrations publiques (D75) Transferts courants aux ISBLSM	6 587,6 0,0	0,0	6 587,6 0,0	7 018,4 0,0	0,0	7 018,4 0,0
1.C.1.5.1	140000_2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non	1 294 291,9	265 108,8	1 029 183,1	1 368 965,7	272 092,8	1 096 872,9
1.C.2.1	146000_2_B_OS_AL_E	financières, ménages et ISBLSM Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non	1 103 844,5	216 193.6	887 650.9	1 174 061,3	223 150,9	950 910.4
1.C.2.1.1	14600z_2_B_OS_AL_E	résidents) Envois de fonds des travailleurs	1 103 844,5	216 193,6	887 650,9	1 174 061,3	223 150,9	950 910,4
1.C.2.2 1.C.2.0.1	147000_2_B_OS_AL_E 141000_2_B_OS_AL_E	Autres transferts courants Impôts courants sur le revenu, le	190 447,4 0,0	48 915,2 0,0	141 532,2 0,0	194 904,4 0,0	48 941,9 0,0	145 962,5 0,0
1.C.2.0.2	142000_2_B_OS_AL_E	patrimoine, etc Cotisations sociales	528,1	8 344,6	-7 816,5	722,4	8 612,5	-7 890,1
1.C.2.0.3	143000_2_B_OS_AL_E	Prestations sociales Primes d'assurance nettes hors	3 283,3	22,0	3 261,3	3 333,5	31,5	3 302,0
1.C.2.0.4	148000_2_B_OS_AL_E	assurance vie	1 475,5	11 353,3	-9 877,8	1 523,1	12 054,6	-10 531,5
1.C.2.0.5 1.C.2.0.6	149000_2_B_OS_AL_E 144000 2 B OS AL E	Indemnités d'assurance dommage Coopération internationale courante	1 413,0 0,0	3 475,1 0,0	-2 062,1 0,0	1 510,2 0,0	3 215,2 0,0	-1 705,0 0,0
1.C.2.0.7	145000_2_B_OS_AL_E	Transferts courants divers	183 747,5	25 720,2	158 027,3	187 815,2	25 019,3	162 795,9
1.C.2.0.7.1	14500z_2_B_OS_AL_E	Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.C.3	14A000_2_B_OS_AL_E	Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.1	200000_2_B_AL_AL_E 210000_2_B_AL_AL_E	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs	219 285,4 0,0	4 456,2 2 661,0	214 829,2 -2 661,0	227 662,1 0,0	4 020,8 2 135,2	223 641,2 -2 135,2
2.2	220000_2_B_AL_AL_E	non financiers non produits Transferts de capital	219 285,4	1 795,2	217 490,2	227 662,1	1 885,6	225 776,4
2.2.1	220000 2 B GG AL E	Administration publique	208 444,2	0,0	208 444,2	217 016,0	0,0	217 016,0
2.2.1.1 2.2.1.2	221000_2_B_GG_AL_E 222000 2 B GG AL E	Remises de dette Autres transferts de capital	2 027,0 206 417,2	0,0 0,0	2 027,0 206 417,2	2 009,0 215 007,0	0,0 0,0	2 009,0 215 007,0
2.2.1.2.1	22200z_2_B_GG_AL_E	dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.2	220000_2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	10 841,2	1 795,2	9 046,0	10 646,1	1 885,6	8 760,4
2.2.2.1 2.2.2.2	221000_2_B_OS_AL_E	Remises de dette Autres transferts de capital	0,0 10 841,2	0,0 1 795,2	0,0 9 046,0	0,0 10 646,1	0,0 1 885,6	0,0 8 760,4
2.2.2.2	222000_2_B_OS_AL_E 22200z_2_B_OS_AL_E	dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	9,046,0	0,0	0,0	0,0
2.2.2.0.1	22000z_2_B_OS_AL_E	dont : entre ménages . Capacité (+) / besoin (-) de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	019000_B_B_AL_AL_E	(solde des comptes des transactions courantes et de capital)	4 159 054,0	4 416 689,3	-257 635,3	4 523 118,7	5 186 641,7	-663 523,0
3	300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	186 473,6	440 635,5	-254 161,9		1 020 512,5	-659 230,6
5	300000_4_N_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	186 473,6	440 635,5	-254 161,9	361 281,9	1 020 512,5	-659 230,6
3.1	310000_4_N_AL_AL_E	Investissement direct Titres de participation et parts de fonds de	132 662,2	279 952,7	-147 290,5	47 855,0	341 596,3	-293 741,3
3.1.1	311000_4_N_AL_AL_E	placement Titres de participation autres que le	96 421,7	160 912,4	-64 490,7	22 592,5	213 649,5	-191 057,0
3.1.1.1 3.1.1.1.1	311100_4_N_AL_AL_E 311110_4_N_AL_AL_E	réinvestissement des bénéfices Investisseur direct dans des	95 115,7 94 087,7	132 559,3 131 197,8	-37 443,6 -37 110,1	20 879,0 20 002,3	181 747,1 180 016,6	-160 868,1 -160 014,3
	311120_4_N_AL_AL_E	entreprises d'investissement direct Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à	841,5	401,7	439,8	711,4	705,2	6,2
3.1.1.1.2			3.1,5		-773,3	165,3		-860,0
		rebours)				165.3		-860 (
3.1.1.1.2 3.1.1.1.3	311130_4_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs si le contrôle ultime est détenu par	186,5	959,8			1 025,3	
3.1.1.1.3 3.1.1.1.3.1	311130_4_N_AL_AL_E 311131_4_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	311130_4_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs si le contrôle ultime est détenu par un résident si le contrôle ultime est détenu par un non-résident						0,0
3.1.1.1.3 3.1.1.1.3.1	311130_4_N_AL_AL_E 311131_4_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs si le contrôle ultime est détenu par un résidentsi le contrôle ultime est détenu par	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 0,0 0,0
3.1.1.1.3 3.1.1.1.3.1 3.1.1.1.3.2 3.1.1.1.3.3 3.1.1.2	311130_4_N_AL_AL_E 311131_4_N_AL_AL_E 311132_4_N_AL_AL_E 311133_4_N_AL_AL_E 311000_4R_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs si le contrôle ultime est détenu par un résident si le contrôle ultime est détenu par un non-résident si le détenteur du contrôle ultime est inconnu Réinvestissement des bénéfices	0,0 0,0 0,0 1 306,0	0,0 0,0 0,0 28 353,1	0,0 0,0 0,0 -27 047,1	0,0 0,0 0,0 1 713,5	0,0 0,0 0,0 31 902,4	0,0 0,0 0,0 -30 188,9
3.1.1.1.3 3.1.1.1.3.1 3.1.1.1.3.2 3.1.1.1.3.3	311130_4_N_AL_AL_E 311131_4_N_AL_AL_E 311132_4_N_AL_AL_E 311133_4_N_AL_AL_E		0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.1.2	312000_4_N_AL_AL_E	Instruments de dette Créances d'un investisseur direct sur	36 240,5	119 040,3	-82 799,8	25 262,5	127 946,8	-102 684,3
3.1.2.1	312100_4_N_AL_AL_E	des entreprises d'investissement direct Créances des entreprises	35 018,5	91 689,3	-56 670,8	23 250,1	105 213,2	-81 963,1
3.1.2.2	312200_4_N_AL_AL_E	d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	1 222,0	18 855,0	-17 633,0	1 511,2	15 219,3	-13 708,1
3.1.2.3 3.1.2.3.1	312300_4_N_AL_AL_E 312310_4_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs si le contrôle ultime est détenu par un résiden	0,0	8 496,0 0,0	-8 496,0 0,0	501,2 0,0	7 514,3 0,0	-7 013,1 0,0
3.1.2.3.2	312320_4_N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.3	312330_4_N_AL_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0	31200z_4_N_AL_AL_E	Titres de créance : Créances d'un investisseur direct sur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.1	31201z_4_N_AL_AL_E	des entreprises d'investissement direct Créances des entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.2	31202z_4_N_AL_AL_E	d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3 3.1.2.0.3.1	31203z_4_N_AL_AL_E 31213z_4_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs si le contrôle ultime est détenu par	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0	0,0	0,0 0,0
3.1.2.0.3.2	31223z_4_N_AL_AL_E	un résident si le contrôle ultime est détenu par	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.3	31233z_4_N_AL_AL_E	un non-résident si le détenteur du contrôle ultime	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2	320000_4_N_AL_AL_E	est inconnu Investissements de portefeuille	372 335,8	50 425,2	321 910,6	35 467,9	536 083,7	-500 615,8
3.2.1	321000_4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	15 207,4	14 912,7	294,7	2 072,9	7 339,7	-5 266,8
3.2.1.1 3.2.1.3	321000_4_N_CB_AL_E 321000_4_N_GG_AL_E	Banque centrale Administrations publiques	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
3.2.1.2	321000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	13 979,0	8 598,0	5 381,0	1 200,0	225,0	975,0
3.2.1.4 3.2.1.4.1	321000_4_N_OS_AL_E 321000_4_N_FC_AL_E	Autres secteurs Autres sociétés financières	1 228,4 0,0	6 314,7 0,0	-5 086,3 0,0	872,9 -485,5	7 114,7 0,0	-6 241,8 -485,5
3.2.1.4.2	321000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 228,4	6 314,7	-5 086,3	1 358,4	7 114,7	-5 756,3
3.2.1.0.1	321100_4_N_AL_AL_E	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.1 3.2.1.0.1.2	321110_4_N_AL_AL_E 321120 4 N AL AL E	Cotés en bourse Non cotés en bourse	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
3.2.1.0.2	321200_4_N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.1	321200_4R_N_AL_AL_E	Réinvestissement des bénéfices Dont : Actions/Parts de fonds de	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.2	32120z_4_N_AL_AL_E	placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2 3.2.2.1	322000_4_N_AL_AL_E 322000_4_N_CB_AL_E	Titres de créance Banque centrale	357 128,4 0,0	35 512,5 0,0	321 615,9 0,0	33 395,0 0,0	528 744,0 0,0	-495 349,0 0,0
3.2.2.1.1 3.2.2.1.2	322000_4_N_CB_ST_E	À court terme À long terme	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
3.2.2.1.9	322000_4_N_CB_LT_E 322000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.1	322000 4 N MA ST E	échéant) À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.2	322000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2	322000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	322 208,0	82 188,0	240 020,0	14 755,6	-8 359,0	23 114,6
3.2.2.2.1 3.2.2.2.2	322000_4_N_DT_ST_E 322000 4 N DT LT E	À court terme À long terme	96 356,0 225 852.0	67 438,0 14 750,0	28 918,0 211 102,0	19 530,0 -4 774,4	-11 839,0 3 480,0	31 369,0 -8 254,4
3.2.2.3	322000_4_N_GG_AL_E	A long terme Administrations publiques	0,0	-54 496,7	54 496,7	0,0	535 795,0	-535 795,0
3.2.2.3.1 3.2.2.3.2	322000_4_N_GG_ST_E	À court terme À long terme	0,0	-36 350,0 -18 146.7	36 350,0	0,0	-28 403,0 564 198.0	28 403,0
3.2.2.3.2 3.2.2.4		A long terme Autres secteurs	0,0 34 920,4	-18 146,7 7 821,2	18 146,7 27 099,2	0,0 18 639,4	1 308,0	-564 198,0 17 331,4
.2.2.4.0.1	322000_4_N_OS_ST_E	À court terme	4 938,3	7 434,3	-2 496,0	1 524,1	1 135,3	388,8
3.2.2.4.0.2 3.2.2.4.1	322000_4_N_OS_LT_E 322000 4 N FC AL E	À long terme Autres sociétés financières	29 982,1 26 662,4	386,9 867,2	29 595,2 25 795,2	17 115,3 17 421,9	172,7 682,7	16 942,6 16 739,2
3.2.2.4.1.1	322000_4_N_FC_ST_E	À court terme	250,3	739,3	-489,0	306,6	510,0	-203,4
3.2.2.4.1.2	322000_4_N_FC_LT_E	À long terme Sociétés non financières, ménages	26 412,1	127,9	26 284,2	17 115,3	172,7	16 942,6
3.2.2.4.2	322000_4_N_NC_AL_E	et ISBLSM	8 258,0	6 954,0	1 304,0	1 217,5	625,3	592,2
3.2.2.4.2.1 3.2.2.4.2.2	322000_4_N_NC_ST_E 322000_4_N_NC_LT_E	À court terme À long terme	4 688,0 3 570,0	6 695,0 259,0	-2 007,0 3 311,0	1 217,5 0,0	625,3 0,0	592,2 0,0
3.3	330000_4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.1	330000_4_N_CB_AL_E	options sur titres des employés Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.1.9	330000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant) Établissements de dépôts autres que la	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.2	330000_4_N_DT_AL_E	banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.3 3.3.4	330000_4_N_GG_AL_E 330000_4_N_OS_AL_E	Administrations publiques Autres secteurs	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
3.3.4.1	330000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières Sociétés non financières, ménages et	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.4.2	330000_4_N_NC_AL_E	ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1	331000_4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.1 3.3.0.1.2	331100_4_N_AL_AL_E 331200_4_N_AL_AL_E	Options Contrats à terme	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
3.3.0.2	332000_4_N_AL_AL_E	Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4 3.4.1	340000_4_N_AL_AL_E 341000_4_N_AL_AL_E	Autres investissements Autres titres de participation	-91 495,5 0,0	110 257,6 0,0	-201 753,1 0,0	214 197,1 0,0	142 832,5 0,0	71 364,6 0,0
3.4.2	342000_4_N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	86 726,5	36 304,9	50 421,6	-59 980,4	-49 662,4	-10 318,0
3.4.2.1 3.4.2.1.1	342000_4_N_CB_AL_E 342000 4 N CB ST E	Banque centrale À court terme	0,0 0,0	-11 263,8 -11 263,8	11 263,8 11 263,8	0,0 0,0	-7 096,2 -7 096,2	7 096,2 7 096,2
3.4.2.1.1	342000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.42.2.0.1 342002_4_N_DT_AL_E	0,0 0,0 0,0 0,0 866,4 0,0 8115,3 0,0 8136,9 0,0 7-747,1 7-747,1 0,0 8 084,0 0,0 1 336,9 1 336,9 1 336,9 1 336,9 1 0,0 1 336,9 1 0,0 1 0,0
3.42.1.9 3.4200.4 N.M. ST.E	0,0 0,0 866,4 0,0 8115,3 1115,3 0,0 1336,9 1336,9 1336,9 0,0 -747,1 -747,1 0,0 8 084,0 8 084,0 9 0,0 2 289,1 3 313,5 0,0
3.42.1.9.1 3.42000 4 N MA_ST_E	0,0 866,4 0,0 866,4 0,0 1115,3 1115,3 0,0 1336,9 1336,9 1336,9 0,0 7-747,1 7-747,1 0,0 8 084,0 0,0 2 289,1 3 313,5 0,0
3.4.2.2 342000_4_N_DT_AL_E banque centrale banque centrale banque centrale banque centrale banque centrale banque centrale company compa	866,4 0,0 866,4 0,0 866,4 0,0 1115,3 115,3 0,0 1336,9 0,0 -747,1 -747,1 0,0 084,0 0,0 084,0 0,0 289,1 313,5 0,0 10,0 0,0
3.42.2.0.1 342002 4.N. DT. AL E	866,4 0,0 1115,3 115,3 0,0 236,9 0,0 -747,1 -747,1 0,0 0 884,0 0,0 289,1 313,5 0,0 100,0 0,0
3.4.2.2.2 342000	0,0 8 115,3 9 115,3 0,0 1 336,9 0,0 -747,1 -747,1 0,0 8 084,0 0,0 2 289,1 3 313,5 0,0 10,0
3.4.2.3.1 342000_4_N_GG_ST_EA court terme	2 115,3 0,0 2 336,9 336,9 0,0 -747,1 -747,1 0,0 6 084,0 0,0 2 289,1 3 13,5 0,0 10,0 0,0
3.4.2.4 342000 4 N OS AL E - Mutres secteurs 4 297.2 0,0 4 297.2 2 336.9 0,0 3.4.2.4.0.1 342000 4 N OS ST E - Mong terme 4 845.0 0,0 4 845.0 0,0 0.0 3.4.2.4.1 342000 4 N OS LT E - Mong terme 4 845.0 0,0 2 134.2 0,0 2 134.2 - 747.1 0,0 3.4.2.4.1.1 342000 4 N FC AL E - A court terme - 2710,8 0,0 - 2710,8 - 747.1 0,0 3.4.2.4.1.2 342000 4 N FC AL E - A court terme - 2710,8 0,0 - 2710,8 - 747.1 0,0 3.4.2.4.1.2 342000 4 N FC AL E - A court terme - 4 845.0 0,0 4 845.0 0,0 0,0 0,0 3.4.2.4.2 342000 4 N NC_AL E - A court terme 2 163,0 0,0 2 163,0 3 084,0 0,0 3.4.2.4.2.2 342000 4 N NC_AL E - A court terme 2 163,0 0,0 2 163,0 3 084,0 0,0 3.4.3.1.3 343000 4 N AL AL E - Prêts 24 524,4 296 554,7 - 272 030,3 150 255,4 382 544,5 - 23 </td <td>2 336,9 0,0 0,0 -747,1 -747,1 0,0 8 084,0 0,0 2 289,1 3 133,5 0,0 10,0</td>	2 336,9 0,0 0,0 -747,1 -747,1 0,0 8 084,0 0,0 2 289,1 3 133,5 0,0 10,0
3.4.2.4.0.1 342000_4_N_OS_ST_E A court terme -547,8 0,0 -547,8 2 336,9 0,0 3.4.2.4.0.2 342000_4_N_OS_LT_E A long terme 4 845,0 0,0 4 845,0 0,0 0,0 0,0 3.4.2.4.1.1 342000_4_N_FC_LT_E A court terme -2 710,8 0,0 2 710,8 -747,1 0,0 3.4.2.4.2.2 342000_4_N_FC_LT_E A long terme 4 845,0 0,0 2 163,0 0,0 2 163,0 3084,0 0,0 3.4.2.4.2.1 342000_4_N_NC_ALE	2 336,9 0,0 -747,1 -747,1 0,0 8 084,0 0,0 2 289,1 9 313,5 0,0 10,0
3.4.2.4.1 342000 4 N FC AL E	-747,1 -747,1 0,0 8 084,0 0,0 2 289,1 3 313,5 0 303,5 0,0 10,0
3.4.2.4.1.2 342000_4_N_FC_LT_E À long terme 4 845,0 0,0 4 845,0 0,0 0,0 3.4.2.4.2 342000_4_N_NC_AL_E et ISBLSM 2 163,0 0,0 2 163,0 3 084,0 0,0 3.4.2.4.2.1 342000_4_N_NC_ST_E À court terme 2 163,0 0,0 2 163,0 3 084,0 0,0 3.4.2.4.2.2 342000_4_N_NC_LT_E À long terme 0,0 20 491,7 20 491,7 20 491,7 20 491,7 20 491,7 20 491,7 0,0 -20 313,5 23 34,3.1.3 343000_4_N_CB_LE_E	0,0 8 084,0 8 084,0 0,0 2 289,1 0 313,5 0 303,5 0,0 10,0 0,0
3.4.2.4.2.1 342000_4_N_NC_ST_E et ISBLSM	3 084,0 0,0 2 289,1 3 313,5 0 303,5 0,0 10,0 0,0
3.4.2.4.2.2 342000_4_N_NC_LT_EÀlong terme	0,0 2289,1 0 313,5 0 303,5 0,0 10,0 0,0
3.4.3 343000 4 N AL AL E	2289,1 0313,5 0303,5 0,0 10,0 0,0
3.4.3.1.1 34300Z 4_N_CB_AL_E réserves) 3.4.3.1.2 343000_4_N_CB_ST_E Autres prêts à court terme 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,	0,0 0,0 10,0 0,0
3.4.3.1.2 343000_4_N_CB_ST_EAutres prêts à court terme 0,0 929,0 929,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 10,0 0,0
3.4.3.1.9 343000_4_N_MA_AL_E	0,0
3.4.3.1.9.1 343000_4_N_MA_AL_E échéant)	
3.4.3.1.9.2 343000_4_N_MA_ST_E	0,0
3.4.3.1.9.3 343000_4_N_MA_LT_E Autres prêts à long terme 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 3.4.3.2 343000_4_N_DT_AL_E Établissements de dépôts autres que la banque centrale -35 657,7 9 820,0 -45 477,7 75 705,0 3 182,0 7 3.4.3.2.1 343000_4_N_DT_ST_E À court terme -7 000,7 42,0 -7 042,7 75 705,0 121,0 7	0.0
3.4.3.2 343000_4_N_DT_ALE banque centrale -35 657,7 9820,0 -45 477,7 75 705,0 3 182,0 7 3.4.3.2.1 343000_4_N_DT_ST_E	0,0 0,0
	523,0
3.4.3.2.2 343000 4 N DT LT E À long terme -28 657,0 9 778,0 -38 435,0 0,0 3 061,0 -	5 584,0 3 061,0
Crédite et prête avec le EMI (autres	448,7
3.4.3.3.1 343002_4_N_GG_AL_E que réserves) 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0
	0,0 6 448,7
	. 323,1 . 124,9
	448,0 981,4
3.4.3.4.1.1 343000_4_N_FC_ST_E	-361,9
3.4.3.4.2 3.43000 A.N.N.C.A.L. E Sociétés non financières, ménages 1,929.8 46.409.4 -44.569.6 1,420.0 67.088.36	343,3 658,3
3.4.3.4.2.1 343000_4_N_NC_ST_EÀ court terme 1715,0 322,0 1393,0 1205,0 1968,0	-763,0
Págima d'assurance, de pension et de	895,3
3.4.4 344000_4_N_AL_AL_E granties standardisées 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,	0,0
3.4.4.1.9 344000_4_N_MA_AL_E	0,0
3.4.4.2 344000_4_N_DT_AL_E banque centrale 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0
3.4.4.3 344000_4_N_GG_AL_E Administrations publiques 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0
3.4.4.4 344000_4_N_OS_AL_E Autres secteurs 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,	0,0 0,0
3.4.4.4.2 344000_4_N_NC_AL_E	0,0
3.4.4.0.1 344100_4_N_AL_AL_E	0,0
3.4.4.0.2 344200_4_N_AL_AL_E Droits à assurance vie et à annuités 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,	0,0 0,0
3.4.4.0.4 344400_4_N_AL_AL_E les sponsors le	0,0
3 4 4 0.5 3 44500 4 N AL AL E Droits à prestations autres que des	0,0
3 4 4 0 6 3 3 4 6 0 0 4 N AL AL F Provisions pour appels de garanties	0,0
dans le caure des garanties standardisées	118,4
3.4.5.1 345000_4_N_CB_AL_E Banque centrale 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,	0,0 0,0
3.4.5.1.2 345000_4_N_CB_LT_E À long terme 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0
3.4.5.1.9 345000_4_N_MA_AL_E échéant) 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0
3.4.5.1.9.2 345000_4_N_MA_LT_E À long terme 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0
3.4.5.2 345000_4_N_DT_AL_E banque centrale Établissements de dépôts autres que la 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0
3.4.5.2.1 345000_4_N_DT_ST_EÀ court terme 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,	0,0 0,0
3.4.5.3 345000_4_N_GG_AL_EAdministrations publiques 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 3.4.5.3.1 345000_4_N_GG_ST_EÀ court terme 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0 0,0
3.4.5.3.2 345000_4_N_GG_LT_E À long terme 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0 0,0	0,0
3.4.5.4.0.1 345000_4_N_OS_ST_E	118,4
3.4.5.4.0.2 345000_4_N_OS_LT_EÀ long terme -58 045,3 -257 542,0 199 496,7 -122 045,3 -246 542,0 12	621,7

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.4.5.4.1	345000 4 N FC AL E	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.1	345000_4_N_FC_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.2	345000_4_N_FC_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.2	345000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-89 424,3	-346 542,7	257 118,4	46 575,7	-335 542,7	382 118,4
3.4.5.4.2.1	345000 4 N NC ST E	À court terme	-31 379,0	-89 000,7	57 621,7	168 621,0	-89 000,7	257 621,7
3.4.5.4.2.2	345000 4 N NC LT E	À long terme	-58 045,3	-257 542,0	199 496,7	-122 045,3	-246 542,0	124 496,7
3.4.6	346000_4_N_AL_AL_E	Autres comptes à recevoir/ à payer	-113 322,1	123 940,7	-237 262,8	77 346,4	145 493,1	-68 146,7
3.4.6.1	346000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	16 228,0	-16 228,0	0,0	49 124,0	-49 124,0
3.4.6.1.1	346000 4 N CB ST E	À court terme	0,0	16 228,0	-16 228,0	0,0	49 124,0	-49 124,0
3.4.6.1.2	346000 4 N CB LT E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9	346000 4 N MA AL E	Autorités monétaires (le cas	0.0	0,0	0.0	0,0	0.0	0,0
	346000_4_N_MA_AL_E	échéant)		0,0	0,0		0,0	
3.4.6.1.9.1	346000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.2	346000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.2	346000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	31 852,7	2 863,8	28 988,9	-144,0	5,0	-149,0
3.4.6.2.1	346000_4_N_DT_ST_E	À court terme	31 852,7	2 863,8	28 988,9	-144,0	5,0	-149,0
3.4.6.2.2	346000_4_N_DT_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3	346000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.1	346000_4_N_GG_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.2	346000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4	346000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-145 174,8	104 848,9	-250 023,7	77 490,4	96 364,1	-18 873,7
3.4.6.4.0.1	346000_4_N_OS_ST_E	À court terme	-56 993,2	97 471,3	-154 464,5	47 321,9	116 862,0	-69 540,1
3.4.6.4.0.2	346000_4_N_OS_LT_E	À long terme	-88 181,6	7 377,6	-95 559,2	30 168,5	-20 497,9	50 666,4
3.4.6.4.1	346000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	98,1	-100,2	198,3	217,5	415,0	-197,5
3.4.6.4.1.1	346000_4_N_FC_ST_E	À court terme	311,2	24,3	286,9	17,5	415,0	-397,5
3.4.6.4.1.2	346000_4_N_FC_LT_E	À long terme	-213,1	-124,5	-88,6	200,0	0,0	200,0
3.4.6.4.2	346000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-145 272,9	104 949,1	-250 222,0	77 272,9	95 949,1	-18 676,2
3.4.6.4.2.1	346000_4_N_NC_ST_E	À court terme	-57 304,4	97 447,0	-154 751,4	47 304,4	116 447,0	-69 142,6
3.4.6.4.2.2	346000_4_N_NC_LT_E	À long terme	-87 968,5	7 502,1	-95 470,6	29 968,5	-20 497,9	50 466,4
3.4.7	347000_4_N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5	350000_4_N_AL_AL_E	Avoirs de réserve	-227 028,9	0,0	-227 028,9	63 761,9	0,0	63 761,9
3.5.1	351000_4_N_AL_AL_E	Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.1.1	351100_4_N_AL_AL_E	Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.1.2	351200_4_N_AL_AL_E	Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.2	352000_4_N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	-55 225,2	0,0	-55 225,2	-20 621,1	0,0	-20 621,1
3.5.3	353000_4_N_AL_AL_E	Position de réserve au FMI	37 766,6	0,0	37 766,6	-19 230,5	0,0	-19 230,5
3.5.4	354000_4_N_AL_AL_E	Autres avoirs de réserve	-209 570,3	0,0	-209 570,3	103 613,5	0,0	103 613,5
3.5.4.1	354100_4_N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	-209 570,3	0,0	-209 570,3	103 613,5	0,0	103 613,5
3.5.4.1.1	354110_4_N_AL_AL_E	Créances sur les autorités monétaires	1 513,0	0,0	1 513,0	-1 093,5	0,0	-1 093,5
3.5.4.1.2	354120_4_N_AL_AL_E	Créances sur d'autres entités	-211 083,3	0,0	-211 083,3	104 707,0	0,0	104 707,0
3.5.4.2	354200_4_N_AL_AL_E	Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1	354210_4_N_AL_AL_E	Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.1	354210_4_N_AL_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.2	354210_4_N_AL_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.2	354220_4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.3	354300 4 N AL AL E	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.4	354400 4 N AL AL E	Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-3 972 580,4		3 473,4		-3 976 053,8	4 292,4
				.,-	,		,-	

		UE	MOA	Zone	euro	Autre	s pays	То	tal
Code SDMX	Libellé poste	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks fin de période	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks fin de période	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks fin de période	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks fin de période
300000_4_N_AL_AL_E	Position extérieure global nette Investissement direct	2 227 522,3 100 647,7	1 434 290,1 121 832.0	633 328,7 101 043,4	2 744 997,0 1 386 727,0	990 225,4 207 922,0	5 372 830,8 687 270,0	3 851 076,4 409 613,1	9 552 117,8 2 195 829,0
310000_4_N_AL_AL_E 311000_4_N_AL_AL_E 311100_4_N_AL_AL_E	invesussement uniect Titres de participation et parts de fonds de placement Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	97 914,2 97 914,2	121 832,0 121 832,0 121 832.0	74 527,4 74 527,4	993 323,3 993 323,3	197 044,0 197 044,0	644 654,0 644 654,0	369 485,6 369 485,6	1 759 809,3 1 759 809.3
311110_4_N_AL_AL_E 311120_4_N_AL_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	76 737,4 2 429,5	116 859,0	68 768,5 5 571,9	989 410,5 3 528,1	196 992,0	638 497,0 0,0	342 497,9 8 001,4	1 744 766,5 3 528,1
311130 4 N AL AL E 311131 4 N AL AL E	Entre entreprises soeurs si le contrôle ultime est détenu par un résident	18 747,3	4 973,0	187,0 0,0	384,7 0,0	52,0 0,0	6 157,0 0,0	18 986,3	11 514,7
311132_4_N_AL_AL_E 311133_4_N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E 312100_4_N_AL_AL_E	Instruments de dette Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	2 733,5	0,0	26 516,0 26 131,6	393 403,7 340 456.8	10 878,0 703.0	42 616,0 25 120.0	40 127,5 26 834.9	436 019,7 365 576.8
312200_4_N_AL_AL_E 312300_4_N_AL_AL_E	. · · · · · Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours) . · · · · · Entre entreprises soeurs	2 733,2	0,0	0,0 384,4	45 109,3 7 837,6	100,0 10 075,0	8 204,0 9 292,0	2 833,2 10 459,4	53 313,3 17 129,6
312310_4_N_AL_AL_E 312320_4_N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
312330_4_N_AL_AL_E 31200z_4_N_AL_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu Titres de créance :	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E 31202z_4_N_AL_AL_E	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E 31213z_4_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31223z 4 N AL AL E 31233z 4 N AL AL E	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0 0,0 804 919.3	0,0 0,0 585 501.4	0,0 0,0 60 573.4	0,0 0,0 225 198.4	0,0 0,0 10 088.0	0,0 0,0 1 268 418.1	0,0 0,0 875 580.7	0,0 0,0 2 079 117.9
321000 4 N AL AL E 321000 4 N AL AL E 321000 4 N CB AL E	Investissements de portefeuille Titres de participation et parts de fonds de placement Banque centrale	23 760,9	29 874,5	2 956,4	22 418,5	0,0	17 263,1	26 717,3 0.0	69 556,1
321000_4_N_GG_AL_E 321000_4_N_DT_AL_E		0,0 18 470,0	0,0 0,0 14 525,0	0,0 103,0	0,0 0,0 154,2	0,0	0,0 1 786,0	0,0 18 573,0	0,0 16 465,2
321000_4_N_OS_AL_E 321000_4_N_FC_AL_E		5 290,9 2 704,5	15 349,5 6 546,5	2 853,4 0,0	22 264,3	0,0	15 477,1 0,0	8 144,3 2 704,5	53 090,9 6 546,5
321000_4_N_NC_AL_E 321100_4_N_AL_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM Titres de participation autres que parts de fonds de placement	2 586,4	8 803,0 0,0	2 853,4	22 264,3 0,0	0,0	15 477,1 0,0	5 439,8 0,0	46 544,4 0,0
321110_4_N_AL_AL_E 321120_4_N_AL_AL_E	Cotés en bourse Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E 32120z_4_N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E 322000_4_N_CB_AL_E	Titres de créance	781 158,4 0,0	555 626,9 0,0	57 617,0 0,0	202 779,9	10 088,0	1 251 155,0 0,0	848 863,4 0,0	2 009 561,8
322000_4_N_CB_ST_E 322000_4_N_CB_LT_E	A court terme A long terme	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
322000_4_N_MA_AL_E 322000_4_N_MA_ST_E	Autorités monétaires (le cas échéant) À court terme	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0 0,0
322000_4_N_MA_LT_E 322000_4_N_DT_AL_E	À long terme Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0 752 265,6	0,0 129 610,0	0,0 0,0	0,0 393,0	0,0 198,0	0,0 31 746,0	0,0 752 463,6	0,0 161 749,0
322000_4_N_DT_ST_E 322000_4_N_DT_LT_E	A court terme A long terme	227 754,0 524 511,6	115 303,0 14 307,0	0,0 0,0	193,0 200,0	0,0 198,0	0,0 31 746,0	227 754,0 524 709,6	115 496,0 46 253,0
322000_4_N_GG_AL_E 322000_4_N_GG_ST_E	Administrations publiques À court terme	0,0	418 127,6 47 775,6	0,0 0,0	69 983,0 0,0	0,0	1 211 842,0 0,0	0,0 0,0	1 699 952,6 47 775,6
322000_4_N_GG_LT_E 322000_4_N_OS_AL_E	À long terme Autres secteurs	0,0 28 892,8	370 352,0 7 889,3	0,0 57 617,0	69 983,0 132 403,9	0,0 9,890,0	1 211 842,0 7 567,0	0,0 96 399,8	1 652 177,0 147 860,2
322000_4_N_OS_ST_E 322000_4_N_OS_LT_E	A court terme A long terme	8 206,4 20 686,4	7 330,3 559,0	31 720,0 25 897,0	23 822,3 108 581,6	9 783,0 107,0	7 181,0 386,0	49 709,4 46 690,4	38 333,6 109 526,6
322000_4_N_FC_AL_E 322000_4_N_FC_ST_E	Autres sociétés financières À court terme	17 673,3 556,9 17 116,4	935,3 635,3 300,0	1 950,0 1 950,0	2 137,6 1 589,0 548,6	107,0 0,0 107,0	613,0 486,0 127,0	19 730,3 2 506,9 17 223.4	3 685,9 2 710,3 975,6
322000_4_N_FC_LT_E 322000_4_N_NC_AL_E 322000_4_N_NC_ST_E		11 219,5 7 649,5	6 954,0 6 695,0	0,0 55 667,0 29 770,0	130 266,3 22 233,3	9 783,0 9 783,0	6 954,0 6 695,0	76 669,5 47 202,5	144 174,3 35 623,3
322000 4 N NC LT E 330000 4 N AL AL E		3 570,0	259,0 0,0	25 897,0 0,0	108 033,0	0,0	259,0 0,0	29 467,0 0,0	108 551,0
330000_4_N_CB_AL_E 330000_4_N_MA_AL_E	Banque centrale Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E 330000_4_N_GG_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E 330000_4_N_FC_AL_E	Autres secteurs Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E 331000_4_N_AL_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E 331200_4_N_AL_AL_E	Options Contrats à terme	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0	0,0 0,0	0,0 0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E 340000_4_N_AL_AL_E	Options sur titres des employés Autres investissements	0,0 848 234,3	0,0 726 956,7	0,0 471 711,9	0,0 1 133 071,6	0,0 211 536,4	0,0 3 417 142,7	0,0 1 531 482,6	0,0 5 277 170,9
341000_4_N_AL_AL_E 342000_4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation Monnaie fiduciaire et dépôts	0,0 258 007,2	0,0 196 945,3	0,0 45 541,8	0,0 22 659,0	0,0 107 408,0	0,0 337 315,5	0,0 410 957,0	0,0 556 919,8
342000_4_N_CB_AL_E 342000_4_N_CB_ST_E 342000_4_N_CB_LT_E	Banque centrale A court terme A long terme	0,0 0,0 0,0	6 394,1 6 394,1	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	6 394,1 6 394,1 0,0
342000_4_N_MA_AL_E 342000_4_N_MA_ST_E		0,0	0,0 0,0 0.0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E 342000_4_N_DT_AL_E		0,0 0,0 224 596.0	0,0 0,0 190 551.2	0,0 0,0 6 644.4	0,0 0,0 22 659.0	0,0 99 404.0	0,0 337 315.5	0,0 0,0 330 644.4	0,0 550 525,7
342000_4_N_DT_AL_E 342000_4_N_DT_ST_E	Dont: positions interbancaires À court terme	0,0 224 596,0	0,0 190 551,2	0,0 6 644,4	0,0 22 659,0	0,0 99 404,0	0,0 337 315,5	0,0 330 644,4	0,0 550 525,7
342000_4_N_DT_LT_E 342000_4_N_GG_AL_E	. · · · · · · À long terme . · · · · · Administrations publiques	0,0 14 556,3	0,0	0,0 2 115,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_ST_E 342000_4_N_GG_LT_E	A court terme	14 556,3	0,0	2 115,3	0,0	0,0	0,0	16 671,6 0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E 342000_4_N_OS_ST_E	Autres secteurs	18 854,9 2 292,0	0,0	36 782,1 15 590,1	0,0	8 004,0 229,0	0,0	63 641,0 18 111,1	0,0
342000_4_N_OS_LT_E 342000_4_N_FC_AL_E	Along terme Autres sociétés financières	16 562,9 18 854,9	0,0	21 192,0 8 198,1	0,0	7 775,0 7 775,0	0,0 0,0	45 529,9 34 828,0	0,0 0,0
342000_4_N_FC_ST_E 342000_4_N_FC_LT_E	Å court terme Å long terme	2 292,0 16 562,9	0,0 0,0	8 198,1 0,0	0,0 0,0	0,0 7 775,0	0,0 0,0	10 490,1 24 337,9	0,0 0,0
342000_4_N_NC_AL_E 342000_4_N_NC_ST_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM À court terme	0,0	0,0	28 584,0 7 392,0	0,0 0,0	229,0 229,0	0,0	28 813,0 7 621,0	0,0
342000 4 N NC LT E 343000 4 N AL AL E	A long terme Préts	0,0 220 304,6	0,0 203 448,2	21 192,0 74 749,0	0,0 859 907,3	0,0 31 520,0	0,0 2 786 520,6	21 192,0 326 573,6	0,0 3 849 876,0
343000_4_N_CB_AL_E 34300z_4_N_CB_AL_E	Banque centrale Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	4 532,0 0,0	0,0	0,0	0,0	34 028,3 34 028,3	0,0	38 560,3 34 028,3
343000_4_N_CB_ST_E 343000_4_N_CB_LT_E 343000_4_N_MA_AL_E		0,0 0,0 0,0	0,0 4 532,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 4 532,0
343000_4_N_MA_AL_E 343002_4_N_MA_AL_E 343000_4_N_MA_ST_E		0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0	0,0 0,0 0,0
343000_4_N_MA_ST_E 343000_4_N_MA_LT_E 343000_4_N_DT_AL_E		0,0 0,0 155 680.3	0,0 0,0 16 692.0	0,0 0,0 0.0	0,0 0,0 48 778.0	0,0 0,0 22 043.0	0,0 0,0 66 731.0	0,0 0,0 177 723.3	0,0 0,0 132 201.0
343000_4_N_DT_ST_E 343000_4_N_DT_LT_E		145 981,3 9 699,0	1 893,0 14 799,0	0,0 0,0 0,0	48 778,0 0,0 48 778,0	7 657,0 14 386,0	273,0 66 458,0	177 725,3 153 638,3 24 085,0	2 166,0 130 035,0
343000_4_N_GG_AL_E 34300z_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	10 887,4	0,0 0,0	450 496,7 0,0	0,0	2 578 797,8	0,0	3 040 181,8
343000_4_N_GG_ST_E 343000_4_N_GG_LT_E	Autres à court terme	0,0	0,0 10 887,4	0,0	0,0 450 496,7	0,0	0,0 2 578 797,8	0,0	0,0 3 040 181,8
343000_4_N_OS_AL_E 343000_4_N_OS_ST_E		64 624,3 3 432,0	171 336,8 322,0	74 749,0 50 572,9	360 632,6 66 356,3	9 477,0 0,0	106 963,5 12 751,0	148 850,3 54 004,9	638 932,9 79 429,3
343000_4_N_OS_LT_E 343000_4_N_FC_AL_E	A long terme Autres sociétés financières	61 192,3 61 264,3	171 014,8 0,0	24 176,1 15 273,4	294 276,3 5 361,6	9 477,0 9 477,0	94 212,5 6 490,7	94 845,4 86 014,7	559 503,6 11 852,3
343000_4_N_FC_ST_E 343000_4_N_FC_LT_E	A court terme	512,0 60 752,3	0,0	1 095,1 14 178,3	152,3 5 209,3	0,0 9 477,0	1 457,0 5 033,7	1 607,1 84 407,6	1 609,3 10 243,0
343000_4_N_NC_AL_E 343000_4_N_NC_ST_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM À court terme	3 360,0 2 920,0	171 336,8 322,0	59 475,6 49 477,8	355 271,0 66 204,0	0,0	100 472,8 11 294,0	62 835,6 52 397,8	627 080,6 77 820,0
343000_4_N_NC_LT_E	Â long terme	440,0	171 014,8	9 997,8	289 067,0	0,0	89 178,8	10 437,8	549 260,6

		UE	UEMOA Zone euro		e euro	Autres pays		Total	
Code SDMX	Libellé poste	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks fin de période	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks fin de période	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks fin de période	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks fin de période
344000_4_N_AL_AL_E	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	603,0	0,0	0,0	0,0	603,0	0,0
344000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_MA_AL_E 344000_4_N_DT_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant) Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,0	0,0	603,0	0,0	0,0	0,0	603,0	0,0
344000_4_N_FC_AL_E 344000_4_N_NC_AL_E	Autres sociétés financières Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	603,0	0,0	0,0	0,0	603,0 0,0	0,0
344100_4_N_AL_AL_E		0,0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
344200_4_N_AL_AL_E	Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344300_4_N_AL_AL_E	Droits à pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344400_4_N_AL_AL_E 344500_4_N_AL_AL_E	Créances des fonds de pension sur les sponsors Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344600_4_N_AL_AL_E	Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_AL_AL_E	Crédits commerciaux et avances	364 730,5	211 742,7	279 089,2	67 661,2	51 419,5	18 122,0	695 239,2	297 525,9
345000_4_N_CB_AL_E 345000 4 N CB ST E	Banque centrale À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000 4 N CB LT E	Å long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E 345000_4_N_MA_LT_E	À court terme À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	Å court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_LT_E 345000 4 N GG AL E	À long terme Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E 345000_4_N_GG_ST_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0.0	0,0	0,0	0.0	0,0	0.0
345000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	364 730,5		279 089,2	67 661,2	51 419,5	18 122,0	695 239,2	297 525,9
345000_4_N_OS_ST_E 345000 4 N OS LT E	À court terme À long terme	195 140,3 169 590,2	55 134,1 156 608.6	150 891,2 128 198.0	53 187,2 14 474.0	39 107,5 12 312.0	12 803,0 5 319.0	385 139,0 310 100.2	121 124,3 176 401.6
345000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	1 547,5	1 272,6	0,0	0,0	0,0	0,0	1 547,5	1 272,6
345000_4_N_FC_ST_E	A court terme	49,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	49,0	0,0
345000_4_N_FC_LT_E 345000_4_N_NC_AL_E	À long terme Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 498,5 363 183,0	1 272,6 210 470.1	0,0 279 089.2	0,0 67 661,2	0,0 51 419,5	0,0 18 122,0	1 498,5 693 691.7	1 272,6 296 253.3
345000_4_N_NC_AL_E 345000_4_N_NC_ST_E	A court terme	195 091.3	55 134.1	150 891.2	53 187,2	39 107,5	12 803,0	385 090.0	121 124.3
345000_4_N_NC_LT_E	À long terme	168 091,7	155 336,0	128 198,0	14 474,0	12 312,0	5 319,0	308 601,7	175 129,0
346000_4_N_AL_AL_E	Autres comptes à recevoir/ à payer Banque centrale	5 192,0 0.0	114 820,5 74 627 4	71 728,9	182 844,1	21 188,9	154 605,9 228 3	98 109,8	452 270,5 74 855 7
346000_4_N_CB_AL_E 346000_4_N_CB_ST_E	Banque centrale À court terme	0,0	74 627,4	0,0	0.0	0.0	228,3 228.3	0,0	74 855,7 74 855,7
346000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E 346000_4_N_MA_LT_E	A court terme A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	28,3	65,5	365,4	378,0	197,0	760,3	590,7	1 203,8
346000_4_N_DT_ST_E	A court terme	28,3	65,5	365,4	378,0	197,0	760,3	590,7	1 203,8
346000_4_N_DT_LT_E 346000_4_N_GG_AL_E	À long terme Administrations publiques	0,0 1 051,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 1 051,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	Å court terme	1 051,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 051,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	Å long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E 346000 4 N OS ST E	Autres secteurs	4 112,7 1 463,8	40 127,6 20 281,6	71 363,5 49 906,2	182 466,1 180 006,3	20 991,9 3 850,7	153 617,3 77 109,4	96 468,1 55 220,7	376 211,0 277 397,3
346000_4_N_OS_ST_E 346000_4_N_OS_LT_E	À long terme	2 648.9	19 846.0	21 457.3	2 459.8	17 141.2	76 507.9	41 247.4	98 813.7
346000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	641,7	152,3	1 294,2	1 070,3	673,7	67,2	2 609,6	1 289,8
346000_4_N_FC_ST_E 346000_4_N_FC_LT_E	A court terme A long terme	228,2 413,5	27,3 125.0	824,0 470,2	418,0 652,3	100,5 573,2	27,0 40,2	1 152,7 1 456,9	472,3 817,5
346000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	3 471.0	39 975.3	70 069.3	181 395.8	20 318.2	153 550.1	93 858.5	374 921.2
346000_4_N_NC_ST_E	À court terme	1 235,6	20 254,3	49 082,2	179 588,3	3 750,2	77 082,4	54 068,0	276 925,0
346000_4_N_NC_LT_E	Å long terme	2 235,4	19 721,0	20 987,1	1 807,5	16 568,0	76 467,7 120 578.7	39 790,5	97 996,2 120 578.7
347000_4_N_AL_AL_E 350000_4_N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux Avoirs de réserve	0,0 473 721,0	0,0	0,0	0,0	560 679,0	120 578,7	1 034 400,0	120 5/8,7
351000_4_N_AL_AL_E	Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
351200_4_N_AL_AL_E 352000_4_N_AL_AL_E	Comptes en or non affectés Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 13 167,2	0,0	0,0 13 167,2	0,0
353000_4_N_AL_AL_E	Position de réserve au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	20 626,9	0,0	20 626,9	0,0
354000_4_N_AL_AL_E	Autres avoirs de réserve	473 721,0	0,0	0,0	0,0	526 884,9	0,0	1 000 605,9	0,0
354100_4_N_AL_AL_E 354110_4_N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts Créances sur les autorités monétaires	473 721,0 0.0	0,0	0,0	0,0	526 884,9 1 481.9	0,0	1 000 605,9	0,0
354110_4_N_AL_AL_E 354120_4_N_AL_AL_E	Creances sur les autorites monetaires Créances sur d'autres entités	473 721,0	0,0	0,0	0,0	525 403,0	0,0	999 124,0	0,0
354200_4_N_AL_AL_E	Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_AL_E	Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_ST_E 354210_4_N_AL_LT_E	A court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354220_4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354300_4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354400_4_N_AL_AL_E	Autres Creatices	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0



